



Brèves hebdomadaires du Service économique régional de Pékin

Retrouvez [ici](#) nos publications régulières
Abonnez-vous par [courriel](#)



SOMMAIRE

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Réserves de change : poursuite de la croissance des réserves de change en décembre

IPP et IPC : rebond de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) et moindre contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) en décembre

Crédits et masse monétaire : ralentissement de la croissance des agrégats de financement à +13,3% en décembre

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Politique monétaire : la PBoC a détaillé les 10 priorités stratégiques pour l'année 2021, à la suite de sa session de travail annuelle le 4 janvier

Sécurité sociale : le transfert d'une partie du capital des entreprises d'Etat au Fonds national de sécurité sociale est désormais achevé

Marché obligataire : la NAFMII rappelle à l'ordre les institutions financières impliquées dans les défauts obligataires de SOEs fin 2020

Réglementation : les régulateurs chinois ont pris de nouvelles mesures macro-prudentielles pour équilibrer les flux de capitaux transfrontaliers dans un contexte de forte appréciation du yuan

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Chiffres du commerce extérieur chinois pour décembre et l'année 2020

Relations Chine-US : la Chine renforce son arsenal législatif pour contrer l'application extraterritoriale « injustifiée » des mesures américaines

Relations Chine-US : les Etats-Unis inscrivent COMAC et Xiaomi dans la liste noire

Relations Chine-Australie : un projet d'investissement chinois en Australie bloqué par le ministre des Finances

Xinjiang : durcissement des sanctions de la part des pays anglo-saxons

Politique : Yu Jianhua est nommé représentant au commerce international

Défense commerciale : *le MofCom impose des droits antidumping sur les importations de méta-crésol en provenance des Etats-Unis, de l'Union européenne, du Royaume-Uni et du Japon*

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Environnement des affaires : *la Chambre de commerce européenne publie un rapport préoccupant sur le découplage et ses conséquences dans différentes industries*

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Politique industrielle : *le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) publie un nouveau plan sur l'internet industriel*

Santé : *la Chine a exporté 224 milliards de masques entre mars et la fin de l'année 2020*

Santé : *les PDG et DG de Sinopharm, laboratoire chinois dont le vaccin contre le Covid-19 vient d'être validé sous conditions, démissionnent*

Téléphonie : *Huawei fixe un objectif de 400 M de terminaux pour son système d'exploitation Harmony en 2021*

Automobiles : *plusieurs constructeurs affectés par la pénurie de puces*

E-commerce : *controverses sur les conditions de travail des livreurs*

Propriété intellectuelle : *L'office américain de propriété intellectuelle publie un rapport sur l'impact des facteurs extérieurs au marché sur les dépôts chinois de marques et brevets.*

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Aviation civile : *réforme du fonds de développement de l'aviation civile*

Climat: *publication de lignes directrices sur la coordination et le renforcement de l'action de lutte contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement*

One Planet Summit: *le vice-Premier ministre Han Zheng rappelle les objectifs de la COP15 sur la biodiversité, qui se tiendra « cette année » à Kunming*

Energie: *Suez étend sa présence en Chine avec l'acquisition des parts minoritaires de ses partenaires chinois Suez NWS et Suyu*

Energie: *suite à la vague de froid, le premier ministre Li Keqiang fait de la sécurité énergétique une priorité pour cet hiver*

Aéronautique : *Airbus atteint son objectif révisé de livraisons d'appareils en 2020*

Transport aérien : *plus d'un tiers des passagers en moins en 2020 par rapport à 2019*

Energie: *un immense gisement de gaz naturel a été découvert dans le Xinjiang par PetroChina*

Développement durable : *publication d'un plan pour la mise en place d'un système de chefs de forêt*

Développement durable : *publication d'un plan sur le développement du recyclage des eaux usées*

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Chongqing : *renforcement de la présence de Suez dans la municipalité suite au nouvel investissement du groupe en Chine*

Hunan : *inauguration à Changsha d'un parc industriel et d'innovation fondé sur des accords de coopération avec la « City University of Hong Kong ».*

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Sanctions américaines : *impact sur le Tracker Fund qui a indiqué le 12 janvier qu'il n'investirait plus dans les entités chinoises sous sanctions américaines, contenues dans l'indice HSI, avant de revenir sur cette annonce le 14 janvier.*

Environnement des affaires : *la chambre de commerce américaine à Hong Kong a publié un nouveau sondage le 11 janvier. 40% des participants craignent un environnement instable ou aggravé en 2021 et 37% s'attendent à un cadre inchangé. Un tiers estime que la RAS est devenue moins compétitive comme hub global des affaires.*

Exportations françaises vers Hong Kong : *en retrait de -13% au cours des 11 mois 2020 à 4,67 Mds EUR sous le double effet de la chute des ventes aéronautiques et de l'impact du Covid sur les ventes de biens de consommation. Hors aéronautique, les exportations reculent de -6,5%.*

TAIWAN ([ici](#))

Inflation : *baisse de l'indice des prix à la consommation en 2020*

Commerce extérieur : *le commerce de biens avec la Chine s'est sensiblement renforcé en 2020*

Natalité : *Taiwan enregistre pour la première fois une diminution de sa population*

Covid-19 : *Medigen recrute des volontaires pour la phase 2 des essais cliniques de son vaccin*

CES de Las Vegas 2021 : *les start-ups taiwanaises sont bien au rendez-vous !*

MONGOLIE ([ici](#))

Accord commercial Asie-Pacifique (APTA) : *entrée effective de la Mongolie dans l'accord au 1^{er} janvier 2021.*

Commerce extérieur : *une balance commerciale excédentaire de 2,2 Mds USD en 2020*

Secteur de l'énergie: *la Mongolie désormais en capacité de fournir 98% de la demande totale d'énergie du pays à travers ses ressources nationales*

CONJONCTURE

Réserves de change : poursuite de la croissance des réserves de change en décembre

D'après les données publiées par la SAFE le 7 janvier, les réserves de change enregistrent, dans le sillage du mois de novembre, une forte croissance de 38 Mds USD en décembre, passant de 3128 à 3217 Mds USD (+1,2% en g.m.), battant le record de mai 2016. Cette augmentation est attribuable aux variations de taux de change et de prix des actifs. Eu égard aux variations de taux de change, les principales devises se sont globalement appréciées par rapport au dollar en décembre, l'euro augmentant de +2,4%, la livre de +2,6% et le yen de +1%. Du point de vue des prix des actifs détenus, l'indice des obligations internationales a augmenté de +0,3%. Pour l'année 2020, les réserves de change augmentent au total de 109 Mds USD, soit une croissance annuelle de +3,5%.

IPP et IPC : rebond de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) et moindre contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) en décembre

L'IPP affiche une moindre contraction à -0,4% en décembre en g.a., contre -1,5% en novembre. Cette évolution s'explique par les sous-indices du secteur extractif (-0,4% en décembre contre -3,6% en novembre) et du secteur des matières premières (-1,6% en décembre contre -4,2% en novembre). L'IPP a ainsi enregistré un fléchissement général de -1,8% en 2020 contre -0,3% en 2019 en raison du Covid-19. Pour mémoire, le taux de croissance de l'IPP s'infléchit nettement depuis juin 2018, date à laquelle il atteignait +4,7%. Cette contraction signale une demande en baisse pour la production industrielle et une diminution des profits du secteur manufacturier.

Le rythme de croissance de l'IPC rebondit de +0,2% en décembre, suite à la première contraction de -0,5% constatée en novembre depuis 11 ans. Ce rebond s'explique principalement par la moindre contraction des prix du porc (-1,3% en décembre en g.a. contre -12,5% en novembre). Alors que l'objectif d'inflation pour 2020 avait été fixé par les autorités, lors des assemblées législatives de mai dernier (*Lianghui*), à +3,5% dans un contexte déflationniste consécutif aux implications économiques liées au Covid, l'inflation effective a été inférieure à l'objectif, soit +2,5% sur l'ensemble de l'exercice contre +2,9% en 2019. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) fléchit légèrement à +0,4% à fin décembre contre +0,5% en novembre, soit le niveau le plus bas depuis 2013, alors qu'elle oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010. Il est donc peu probable que la PBoC relève ses deux taux directeurs en 2021, dans un contexte macroéconomique où l'IPP et l'IPC s'inscrivent en territoire négatif et où l'inflation sous-jacente demeure faible, alors même que l'appréciation du RMB face au dollar pèse sur l'inflation importée.

Crédits et masse monétaire : ralentissement de la croissance des agrégats de financement à +13,3% en décembre

Selon les statistiques préliminaires publiées par la PBoC, la croissance de l'encours de financement à l'économie hors administrations publiques (« *Total social financing* », *TSF*) fléchit à +13,3% en g.a. en décembre contre +13,6% en novembre. Cette évolution s'explique principalement par le ralentissement des émissions d'obligations de sociétés en décembre à +17,2% en g.a. contre +19,3% en novembre, consécutif aux récentes vagues de défauts obligataires, en particulier des SOEs survenues à la fin de l'année, qui ont entraîné des tensions sur les rendements à l'émission et par conséquent des reports d'émissions. En effet, les émissions de *corporates* se sont élevées à 42 Mds RMB en décembre, contre 418 Mds RMB en décembre 2019. L'inflexion du TSF par rapport à la période de forte accélération constatée entre février et mai reflète en partie la normalisation de la politique monétaire par la PBoC, en liaison avec le rebond de l'économie chinoise et avec la volonté du

gouvernement chinois de contrôler le niveau d'endettement de l'économie, qui a augmenté de plus de 20 points de PIB en 2020. Pour l'année 2020, le TSF a augmenté de +34860 Mds RMB contre +25670 Mds RMB en 2019, soit une forte croissance de +35,8%.

Le rythme d'augmentation des nouveaux crédits bancaires se stabilise à +12,8% à fin décembre. Pour l'année 2020, les crédits bancaires ont fortement augmenté, de +2820 Mds RMB contre +644 Mds RMB en 2019, soit une croissance de +16,8%, principalement due à la hausse des crédits accordés aux entreprises en difficulté financière durant le Covid-19 (+2390 Mds RMB à court terme en 2020 contre +1520 Mds RMB en 2019 et +8800 Mds RMB à long terme en 2020 contre +5880 Mds RMB en 2019).

La croissance des dépôts bancaires se ralentit à +10,2% en g.a. à fin décembre contre +10,7% à fin novembre. Pour l'année 2020, la croissance des dépôts bancaires est principalement due aux dépôts des ménages (+11300 Mds RMB) et des entreprises (+6570 Mds RMB).

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 fléchit à +10,1% en décembre contre +10,7% en novembre.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Politique monétaire : la PBoC a détaillé les 10 priorités stratégiques pour l'année 2021, à la suite de sa session de travail annuelle le 4 janvier

A l'instar des principaux ministères et agences gouvernementales, la PBoC a tenu le 4 janvier sa réunion annuelle afin de préciser les missions et objectifs clés pour l'année à venir. Dans un communiqué publié le 6 janvier, la PBoC a listé les 10 priorités pour l'année 2021, incluant les champs de politique monétaire, politique de change, contrôle des risques financiers, soutien aux entreprises, internationalisation du Yuan et réformes financières. Les 10 priorités stratégiques sont détaillées comme suit :

- 1) **Promouvoir une politique monétaire prudente et flexible** : amélioration des mécanismes de contrôle de la masse monétaire et du TSF ; amélioration du mécanisme de formation et de transmission des taux d'intérêt de marché ; approfondissement de la réforme du *Loan Prime Rate* ; approfondissement de la réforme de libéralisation des taux de change ; renforcement de la gestion macro-prudentielle ; maintien d'un taux de change stable et équilibré ;
- 2) **Soutenir l'accès au financement des entreprises et le financement de l'économie réelle** (« irrigation goutte à goutte de précision de la politique de crédit ») : maintien de conditions favorables en termes de financement et remboursement de prêts pour les PME et les maillons faibles de l'économie ; orientation des financements vers les secteurs de l'innovation technologique et scientifique, ainsi qu'au service de l'éradication de la pauvreté et de la revitalisation rurale ;
- 3) **Promouvoir la finance verte afin d'atteindre le pic d'émissions de CO2 en 2030 et la neutralité carbone en 2060, grâce à l'amélioration du cadre réglementaire et des mécanismes incitatifs** : orientation des ressources financières vers le développement vert ; établissement de mécanismes incitatifs et punitifs au profit de la finance verte ; renforcement des capacités des institutions financières à gérer les risques financiers climatiques ; soutien à l'établissement du marché carbone ; clarification des exigences réglementaires relatives à la finance verte ; amélioration du marché et des produits financiers verts ; promotion de la coopération internationale dans le domaine de la finance verte ;
- 4) **Accélérer l'amélioration du cadre politique macro-prudentiel en veillant à y intégrer l'ensemble de l'écosystème financier** (marchés, institutions, entreprises, etc.) : renforcement de la surveillance et de l'évaluation des risques financiers systémiques ; développement de tests de résistance macro-prudentiels et suivi du système ; approfondissement du cadre de gestion macro-prudentiel pour les flux de capitaux transfrontaliers et les sociétés de portefeuilles ;
- 5) **Prévenir et réduire les risques financiers** : renforcement des mécanismes de prévention, d'identification et de résolution des risques ; mise en exergue de la responsabilité des institutions financières et de leurs actionnaires ainsi que des gouvernements locaux dans leurs activités financières ; renforcement de la surveillance des activités financières des sociétés de plateformes Internet (*fintech*) ; renforcement de la lutte contre les monopoles ; renforcement de la surveillance dans le domaine des paiements et des crédits personnels ; interdiction de la commercialisation excessive de produits financiers résultant en un surendettement des investisseurs ; protection des droits des consommateurs des services financiers ; sanctions en cas de violations des réglementations (évasion fiscale, émissions d'obligations frauduleuses) ;
- 6) **Participer activement à la gouvernance financière mondiale, contrôler les risques financiers externes et favoriser l'ouverture de haut niveau et « dans les deux sens » du secteur financier** : contribution aux actions relatives au surendettement des pays à faible revenu ;

- approfondissement de l'ouverture du secteur financier et promotion d'un traitement équitable aux acteurs étrangers ;
- 7) **Promouvoir l'internationalisation du RMB** : au service de l'économie réelle et de la facilitation du commerce et des investissements ; ouverture de qualité et « dans les deux sens » des marchés financiers ; promotion du « développement sain et coordonné du RMB vis-à-vis des devises étrangères », notamment sur les marchés *onshore* et *offshore* ;
 - 8) **Approfondir la réforme des marchés financiers et des institutions financières** : formulation d'un plan pour le développement du marché obligataire et son système juridique ; renforcement des connexions entre les deux marchés obligataires ; unification des règles sur le traitement des défauts de paiements obligataires et sanctions en cas d'activités illégales ; mise en place d'un système de gestion prudentielle pour le financement de l'immobilier et amélioration de la politique de soutien financier au logement locatif ; promotion de la notion de « service » pour les grandes banques et accent mis sur la gouvernance pour les petites et moyennes banques ;
 - 9) **Améliorer la gestion de la politique de change** : accompagnement des entreprises dans les problématiques de risques de change ; promotion d'une approche de « tolérance zéro » à l'encontre des activités illégales dans le domaine des changes ; meilleure gestion des réserves de change ;
 - 10) **Renforcer le secteur des services financiers et les mécanismes de surveillance** : construction d'un système financier suivant les principes de « Rule of Law » ; intégration au 14^{ème} Plan Quinquennal des problématiques financières clé ; production de statistiques améliorées sur le secteur ; modernisation de l'industrie de paiement ; amélioration du niveau d'application et de la surveillance des *fintech* ; mise en œuvre régulière de projets pilote sur la monnaie numérique DCEP ; lutte contre le blanchiment d'argent.

Ces objectifs s'inscrivent dans les annonces ayant suivi le 5^{ème} Plenum en octobre 2020 et la Conférence Centrale sur le Travail Economique en décembre.

Pour rappel, pour l'année 2020, la PBoC avait établi 7 priorités stratégiques : (1) promouvoir une politique monétaire flexible et modérée ; (2) prévenir les risques financiers systémiques, (3) soutenir l'accès aux financements des PME ; (4) améliorer le cadre de gestion macro-prudentiel ; (5) approfondir la réforme et l'ouverture ; (6) développer la recherche, le développement et l'application des *fintechs* ; (7) améliorer le niveau des services financiers en particulier par l'application de la Loi.

Sécurité sociale : le transfert d'une partie du capital des entreprises d'Etat au Fonds national de sécurité sociale est désormais achevé

A fin 2020, le transfert d'une proportion du capital des entreprises d'Etat (SOEs centrales) au Fonds national de sécurité sociale a été parachevé, à hauteur de 1680 Mds RMB (260 Mds USD) d'actions ressortissant à 93 entreprises publiques relevant de l'Etat central. A fin mars 2019, le montant transféré s'élevait à 113 Mds RMB et ne concernait alors que 23 entreprises d'Etat.

Créé en 2000, le Fonds national de sécurité sociale sert principalement de fonds de réserve pour compenser les déficits des fonds de pension. Cette politique de transfert, amorcée en 2017, oblige les grandes et moyennes entreprises publiques contrôlées par l'administration centrale ou les gouvernements locaux à transférer 10% de leurs capitaux propres au Fonds national de sécurité sociale, en réponse aux préoccupations concernant la viabilité du système de retraite, alors que la population du pays vieillit rapidement. Les injonctions effectuées par le Conseil des affaires d'Etat, qui en a appelé à une accélération du rythme de progression des transferts d'actions en juillet 2019 ont été suivies d'effet, au moins pour les entreprises relevant de l'Etat central. S'agissant des SOEs gérées par les

gouvernements locaux, aucun chiffre n'a été communiqué, ce qui traduit en partie les conflits d'objectifs.

Marché obligataire : la NAFMII rappelle à l'ordre les institutions financières impliquées dans les défauts obligataires de SOEs fin 2020

Après avoir ouvert des investigations sur le degré d'implication de divers intermédiaires financiers dans les défauts obligataires de SOEs en novembre et décembre 2020, l'Association nationale des investisseurs institutionnels du marché financier (NAFMII), l'organe d'autorégulation du marché obligataire interbancaire sous tutelle de la PBoC, a sommé *Haitong Securities Co. Ltd* et ses filiales ainsi que *Donghai Fund Management* de « rectifier leur conduite ». Ces sociétés de valeurs mobilières sont accusées d'avoir violé les règles en vigueur sur le marché obligataire interbancaire (CIBM), en permettant, notamment dans le cas du défaut de *Yongcheng Coal and Electricity Holding Group Co. Ltd.*, à l'entreprise émettrice d'acheter une partie des obligations émises. L'opération visait à augmenter le montant nominal des emprunts afin d'attirer davantage d'investisseurs. *Haitong Securities*, cotée sur les bourses de Shanghai et Hongkong, est le 6^{ème} souscripteur d'obligations (*bond underwriter*) en Chine continentale et aurait ainsi participé en 2020 à près de 200 projets d'émissions obligataires.

Cette déclaration intervient à la suite de l'annonce de la NAFMII fin décembre stipulant l'interdiction pour la *China Chengxin International Credit Rating Co. Ltd.* de noter de nouvelles obligations interbancaires pendant trois mois, compte tenu de la notation AAA qu'elle avait attribuée à *Yongcheng Coal*, tout juste un mois avant l'événement de défaut, et alors qu'elle en connaissait la situation financière peu favorable. La PBoC et la CBIRC devraient prononcer des sanctions à l'égard de *Haitong Securities Co. Ltd* et *Donghai Fund Management* dans les prochaines semaines.

Réglementation : les régulateurs chinois ont pris de nouvelles mesures macro-prudentielles pour équilibrer les flux de capitaux transfrontaliers dans un contexte de forte appréciation du yuan

Le 6 janvier, le yuan a enregistré un nouveau record à la hausse depuis juin 2018 par rapport au dollar, en atteignant 6,46 pour un dollar, soit une forte croissance de +10% depuis fin mai (cette appréciation est cependant à relativiser au regard de l'évolution de l'indice CFETS, qui s'est apprécié d'environ 4,5% de fin mai à 95,80 le 8 janvier).

Pour atténuer la pression de l'appréciation du yuan et équilibrer les flux de capitaux transfrontaliers, la PBoC et la *State Administration of Foreign Exchange (SAFE)* ont annoncé pour la première fois depuis 2016 avoir augmenté le coefficient d'ajustement des prêts à l'étranger des entreprises non financières nationales dans le cadre de l'évaluation macro-prudentielle (*Macroprudential Assessment, MPA*) de 0,3 à 0,5, leur permettant ainsi de prêter plus d'argent à leurs filiales en propriété exclusive et d'autres sociétés dans lesquelles ils détiennent des participations à l'étranger. Par ailleurs, afin d'encourager l'utilisation du yuan à l'international, le facteur de conversion monétaire de l'encours des prêts en devises étrangères a été relevé de 0 à 0,5, impliquant ainsi que l'encours des prêts en devises étrangères bénéficie d'un quota supérieur à l'encours des prêts en yuan. Pour mémoire, en novembre 2016, la PBoC a publié « l'Avis sur la clarification des questions liées aux activités de prêt à l'étranger des entreprises chinoises », en établissant pour la première fois deux variables ajustables, le coefficient d'ajustement macro-prudentiel et le facteur de conversion monétaire, la banque centrale pouvant ajuster en dynamique les deux variables en fonction de la situation macroéconomique et des flux de

capitaux transfrontaliers. Le principe spécifique est le suivant: la limite supérieure du solde des prêts à l'étranger de l'entreprise = le coefficient d'ajustement des prêts à l'étranger * les capitaux propres, alors que le solde des prêts à l'étranger de l'entreprise = l'encours des prêts à l'étranger total + l'encours des prêts à l'étranger en devises étrangères * le facteur de conversion monétaire, le coefficient d'ajustement macro-prudentiel et le facteur de conversion monétaire initiaux étaient respectivement de 0,3 et 0.

En outre, le 7 janvier, le paramètre d'ajustement de « financement transfrontalier » des entreprises dans le cadre de MPA est réduit de 1,25 à 1. Pour mémoire, le paramètre d'ajustement de « financement transfrontalier » des institutions financières dans le cadre de MPA a été déjà ramené de 1,25 à 1 le 11 décembre. En mars 2020, la PBoC et la SAFE ont relevé le paramètre de « financement transfrontalier » dans le cadre de MPA de 1 à 1,25, afin de faciliter principalement les financements transfrontaliers pour les petites entreprises privées en difficulté financière sous l'effet du Covid-19. En mai 2016, la Chine a défini un cadre de gestion macro-prudentielle de « financement transfrontalier » et a mis en place un mécanisme de contrainte de « financement transfrontalier » calculé à partir des capitaux propres ou de la situation nette des entités en vertu de règles macro-prudentielles. Le principe spécifique est le suivant: le solde pondéré en fonction des risques des « financements transfrontaliers » effectués par les entreprises et les institutions financières ne doit pas dépasser la limite supérieure. La limite supérieure du solde pondéré des « financements transfrontaliers » = fonds propres ou actifs nets * ratio de levier financier transfrontalier * paramètre d'ajustement macro-prudentiel. A l'exception des fonds propres ou des actifs nets déterminés par les entreprises et les institutions financières elles-mêmes, ces deux derniers sont fixés par la banque centrale. Les ratios de levier financier transfrontalier initiaux étaient respectivement : 1 pour les entreprises et institutions financières non bancaires et 0,8 pour les institutions financières bancaires. Le paramètre d'ajustement macro-prudentiel initial était 1 pour toutes les entités. En janvier 2017, la PBoC a élevé le ratio de levier financier transfrontalier des entreprises de 1 à 2 afin d'élargir le financement des entreprises à l'étranger.

Face aux entrées de capitaux dans un contexte de hausse de l'endettement du pays et à la forte appréciation du yuan, les régulateurs chinois ont déjà mis en œuvre plusieurs mesures pour équilibrer les flux de capitaux transfrontaliers depuis septembre, y compris les programmes *Qualified Domestic Limited Partner (QDLP)* et *Qualified Domestic Investment Enterprise (QDIE)*, une nouvelle distribution de quotas de *Qualified Domestic Institutional Investor (QDII)* et la levée du ratio de réserves appliquées aux opérations de change à terme.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

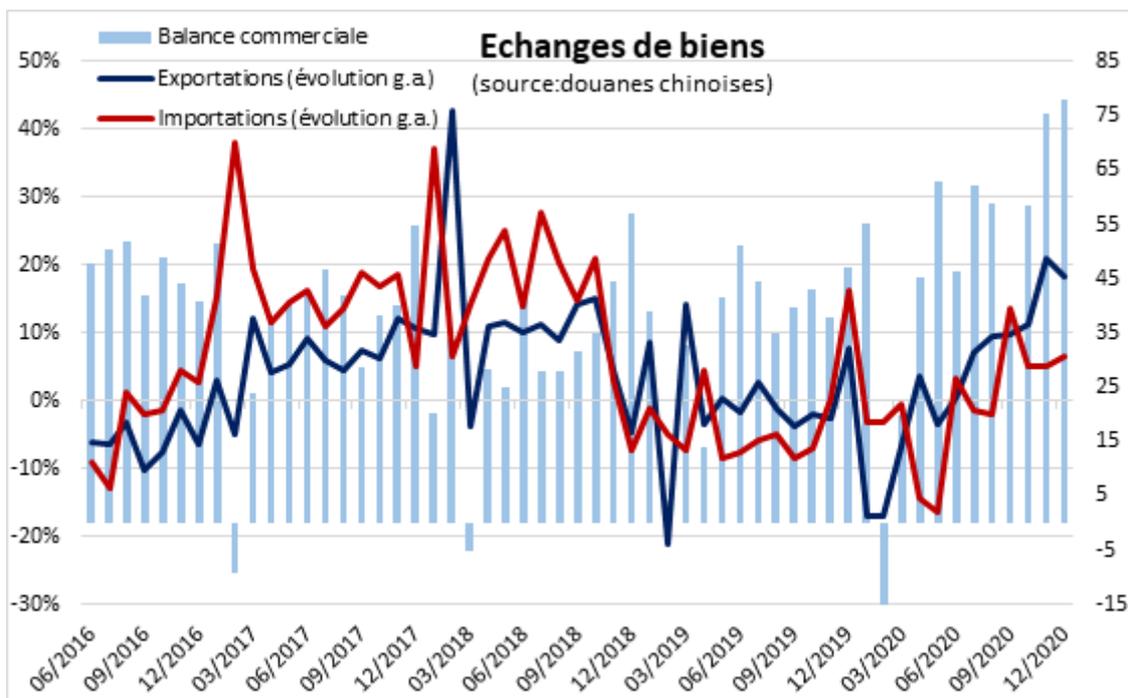
Chiffres du commerce extérieur chinois pour décembre et l'année 2020

En décembre, les exportations de biens chinois ont maintenu un rythme soutenu : +18,1 %, en particulier grâce à (i) des ventes importantes de matériel électrique et électronique (qui expliquent 11 % des 18 % de croissance) ; (ii) une forte hausse des exportations vers les Etats-Unis (+35 % à 46,5 Mds USD).

Les importations sont restées dynamiques (+6,5 %) pouvant indiquer une reprise de la consommation intérieure mais également une volonté de se rapprocher des objectifs fixés dans le *phase-1 deal* (+48 % pour les importations en provenance des Etats-Unis).

Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-décembre 2020 (source : douanes chinoises)

| | Montant (Mds USD) | Evolution en g.a. (valeur USD) |
|-------------------------------|-------------------|--|
| Echanges totaux | 4 856,8 | +1,5 % |
| Exportations chinoises | 2 590,6 | +3,6 % |
| Importations chinoises | 2 055,6 | -1,1 % |
| Balance commerciale | 535,0 | +24,5 % (augmentation de la balance commerciale de 105,4 Mds USD) |



Principaux fournisseurs de la Chine en 2020 (source : douanes chinoises)

| Fournisseur | Montant (Mds USD) | Part de marché (%) | Evolution en g.a. (valeur USD) |
|-------------------------|--|--------------------|--------------------------------|
| ASEAN | 281,7 | 14,6 | +7,0 % |
| Union européenne | 259,2 | 12,6 | -6,2 % |
| <i>dont Allemagne</i> | 105,3 | 5,1 | 0,2 % |
| <i>dont France</i> | 30,2 <i>(nb : selon les douanes FR, nos exportations vers la Chine ont atteint seulement 15,0 Md€ entre janvier et novembre 2020)</i> | 1,5 | -7,3 % |
| Taiwan | 202,1 | 9,8 | +16,9 % |
| Corée du Sud | 173,5 | 8,4 | 0,0 % |
| Japon | 176,1 | 8,5 | +2,7 % |
| États-Unis | 135,0 | 6,6 | +10,4 % |
| Australie | 114,8 | 5,6 | -4,0 % |

Principaux clients de la Chine en 2020 (source : douanes chinoises)

| Client | Montant (Mds USD) | Part des exports (%) | Evolution en g.a. (valeur USD) |
|-------------------------|-------------------|----------------------|--------------------------------|
| États-Unis | 452,1 | 17,4 | +8,2 % |
| Union européenne | 392,4 | 15,1 | -8,3 % |
| ASEAN | 385,4 | 14,8 | 7,0 % |
| Hong Kong | 275,5 | 10,6 | -1,5 % |
| Japon | 142,7 | 5,5 | -0,4 % |
| Corée du Sud | 113,0 | 4,3 | +1,8 % |

Selon les chiffres préliminaires des douanes chinoises pour le mois de décembre, la croissance des exportations est restée très fortes à +18,1 % en g.a. après avoir atteint un pic en novembre (+21,1 %). La croissance des importations a accéléré (+6,5 %) après une hausse de 4,5 % en novembre. La balance commerciale de la Chine a augmenté de 30,4 Mds USD (en g.a.) pour atteindre un record de 78,2 Mds USD.

Sur l'année 2020, les exportations ont augmenté (+3,6 % à 2 590,6 Mds USD) tandis que les importations ont baissé (-1,1 % à 2 055,6 Mds USD). Le total des échanges a augmenté de 1,5 %.

En décembre, les **exportations chinoises** ont augmenté vers la plupart des partenaires, notamment vers les Etats-Unis (+34,5 % à 46,5 Mds USD), l'ASEAN (+18,4 % à 44,4 Mds USD), le Japon (+8,2 % à 13,4 Mds USD), l'Union européenne (+4,3 % à 42,1 Mds USD), la Corée du Sud (+16,4 % à 11,7 Mds USD) et l'Australie (+22,9 % à 5,7 Mds USD).

Les exportations de produits électriques et mécaniques ont augmenté (+23,1 % à 172,1 Mds USD) de par la hausse des exportations de circuits-intégrés (+39,4 % à 13,5 Mds USD) et de la forte hausse des ventes d'ordinateurs (+54,5 % à 22,3 Mds USD). Celles de produits *high-tech* (+26,5 % à 85,5 Mds USD) et de produits textiles (+11,7 % à 12,3 Mds USD ; comprend les masques) ont également été dynamiques. Les exportations pétrole raffiné (-46,2 % à 2,1 Md USD) ont continué de chuter.

Sur l'année 2020, les exportations ont augmenté à destination de certains partenaires importants, dont les Etats-Unis (+8,2 % à 452,1 Mds USD), les pays de l'ASEAN (+7,0 % à 385,4 Mds USD), la Corée du Sud (+1,8 % à 113,0 Mds USD) et l'Australie (+11,2 % à 53,5 Mds USD). Les exportations ont diminué vers l'UE (-8,3 % à 392,4 Mds USD) et le Japon (-0,4 % à 142,7 Mds USD).

Les exportations de produits high-tech (+6,3 % à 776,6 Mds USD), de produits électroniques (+5,7 % à 1 541 Mds USD) et de circuits intégrés (+14,8 % à 104,6 Mds USD) ont été dynamiques.

En décembre, les **importations** chinoises en provenance des principaux partenaires ont été dynamiques, notamment en provenance des Etats-Unis (+47,7 % à 16,6 Mds USD), de l'ASEAN (+21,7 % à 32,4 Mds USD), de l'Union européenne (+15,5 % à 28,5 Mds USD), du Japon (+12,3 % à 18,3 Mds USD), de la Corée du sud (+6,9 % à 15,9 Mds USD). Les importations en provenance d'Australie ont diminué (-8,9 % à 9,5 Mds USD).

Parmi les principaux postes, les importations de produits électroniques et mécaniques (+20,2 % à 99,9 Mds USD), de produits *high-tech* (+20,1 % à 70,9 Mds USD) et de produits agricoles (+14,8 % à 17,2 Mds USD) sont en hausse.

Sur l'année 2020, les importations en provenance de l'Union européenne (-6,2 % à 259,2 Mds USD) et d'Australie (-4,0 % à 114,8 Mds USD) ont diminué, celles en provenance de Corée du sud sont restées stables (0,0 % à 173,5 Mds USD). Les importations en provenance des pays de l'ASEAN (+7,0 % à 301,5 Mds USD), de Taiwan (+16,9 % à 202,1 Mds USD) et des Etats-Unis (+10,4 % à 135,0 Mds USD) ont été dynamiques.

Les importations de produits mécaniques et électriques (+7,0 % à 949,1 Mds USD), de produits *high-tech* (+7,0 % à 682,2 Mds USD) - du fait du dynamisme des importations de circuits intégrés (+14,6 % à 350,0 Mds USD) -, des produits agricoles (+14,0 % à 170,8 Mds USD) et de minerais de fer (+17,4 % à 118,9 Mds USD) ont été dynamiques. Les importations de matériel médical sont restées stables (+1,0 % à 12,6 Mds USD). En revanche, les importations de produits énergétiques dont le pétrole brut (-27,3 % à 176,3 Mds USD) et le charbon (-13,5 % à 20,2 Mds USD) ont continué de chuter.

Relations Chine-US : la Chine renforce son arsenal législatif pour contrer l'application extraterritoriale « injustifiée » des mesures américaines

Le 9 janvier, le ministère chinois du Commerce (MofCom) a publié de nouvelles règles « pour contrer l'application extraterritoriale injustifiée de lois et mesures étrangères » ; ces règles sont entrées en vigueur immédiatement ([texte en anglais](#)).

Les règles s'appliquent à l'application extraterritoriale « injustifiée » des lois et des mesures étrangères ayant interdit ou limité les activités économique et commerciales normales entre les personnes physiques, morales, et autres organisations chinoises et leurs contreparties d'un pays tiers. Ces règles

ne concernent pas l'application extraterritoriale des lois et mesures étrangères prévues dans les traités internationaux dont la Chine fait partie.

Afin de définir une mesure de « injustifiée », seront considérés (i) la violation ou non du droit international ou des principes fondamentaux des relations internationales ; (ii) l'impact potentiel sur la souveraineté, la sécurité et les intérêts de développement de la Chine ; (iii) l'impact potentiel sur les droits et intérêts légitimes des personnes physiques, morales, ou autres organisations chinoises ; (iv) d'autres facteurs (sans aucune précision).

Les entités chinoises pénalisées par des mesures étrangères sont désormais obligées d'en informer le MofCom dans un délai de 30 jours. Une fois l'application extraterritoriale qualifiée d'injustifiée, une ordonnance d'interdiction sera émise. Une possibilité pour les entités chinoises de demander une exemption de respecter l'ordonnance d'interdiction est prévue (sans aucun détail sur les circonstances pouvant justifier une exemption).

Les entités chinoises peuvent par ailleurs déposer une plainte auprès d'un tribunal chinois pour demander une indemnisation de la part des entités qui auraient observé des lois ou mesures étrangères et ainsi porté atteinte à leurs intérêts légitimes. Des amendes sont prévues pour les entités chinoises qui n'auraient pas rapporté des faits ou n'auraient pas respecté une ordonnance d'interdiction. Le gouvernement offrira un soutien aux entités chinoises ayant subi des dommages du fait de l'application extraterritoriale « injustifiée » auxquelles elles font face ; il pourra en outre mettre en place des contremesures.

Ces règles constituent une réponse aux sanctions américaines qui visent de plus en plus d'entreprises chinoises. En décembre 59 entités chinoises ont été ajoutées à l'*entity list* du département du Commerce, y compris l'entreprise de semi-conducteur SMIC, ses filiales ainsi que le producteur de drones DJI. Une licence du *Bureau of Industry and Security* du département du Commerce américain est nécessaire pour entretenir des relations commerciales avec les entreprises inscrites sur la liste.

Le ministère du Commerce chinois (MofCom) avait annoncé en septembre la mise en place de sa propre « *Unreliable entity list* ». Seront placées sur cette liste les entités (i) mettant en danger la souveraineté nationale, la sécurité ou les intérêts de développement de la Chine ; ou (ii) ayant suspendu les relations commerciales avec une entité chinoise ou pris des mesures discriminatoires à son égard. Aucune entité n'a pour l'instant été placée sur cette liste.

Relations Chine-US : les Etats-Unis inscrivent COMAC et Xiaomi dans la liste noire

Le département de la Défense américain (DoD) a publié le 14 janvier une [liste de 9 nouvelles entreprises chinoises](#) (dont l'entreprise de télécom Xiaomi et le constructeur aéronautique COMAC) incriminant leurs liens et soutiens aux activités militaires et aux intérêts de l'Armée Populaire de Libération. Pour rappel, cette liste est une réponse à une requête du Congrès américain au Pentagone, datant de 1999, pour laquelle le DoD avait publié [en juin](#) dernier une première liste d'entités (dont notamment AVIC, CASC, CASIC, CETC pour le secteur aérospatial, mais aussi Huawei, Hikivision, China Railway Construction Corporation, China Telecommunications Group ou Panda Electronics Group), liste elle-même complétée au [mois d'août](#) 2020 (avec notamment CALT). Selon des [sources](#), le Pentagone avait également envisagé d'ajouter les géants d'internet Alibaba, Tencent et Baidu à cette liste, mais cet effort a été bloqué par le département du Trésor.

Le 12 novembre dernier, un [executive order](#) interdisait aux entreprises et citoyens Américains d'investir dans les entreprises chinoises énumérées par le DoD, représentant à ce jour une quarantaine d'entités.

Le décret présidentiel est en vigueur depuis le 11 janvier 2021. Il oblige à une mise en conformité des investissements américains existants avant novembre 2021. Avec cette inclusion de COMAC dans la liste noire américaine, les partenariats avec Boeing sont donc aussi potentiellement concernés, s'agissant notamment de leur coentreprise du centre de livraison et de de finition des 737 à Zhoushan, inauguré en décembre 2018.

Pour rappel, le 3 décembre, le département de la Défense américain a ajouté quatre entreprises chinoises supplémentaires à sa liste noire pour être « détenues ou contrôlées » par l'armée chinoise, dont le fabricant de semi-conducteurs SMIC, la société pétrolière CNOOC, ainsi que *China Construction Technology Co.* et *China International Engineering Consulting Corp.* Cette liste comprenait déjà des partenaires de COMAC, l'Institut de conception et de recherche aéronautique de Shanghai, qui travaille sur les designs des programmes de COMAC, et la Shanghai Aircraft Manufacturing Co, qui participe à leurs fabrications. ([Voir les brèves de la semaine du 4 janvier 2021](#))

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a appelé les Etats-Unis à « respecter les principes d'économie de marché et de la concurrence loyale et équitable, en offrant un environnement d'affaires ouvert et non-discriminatoire aux entreprises étrangères ».

Récapitulatif des principales sanctions américaines visant des entreprises chinoises

| Date | Entreprise(s) concernée(s) | Nature de la mesure |
|----------------|--|--|
| Avril 2018 | ZTE (télécommunications) | Interdiction de commercer pendant 7 ans avec les entreprises américaines (<i>levée de l'interdiction en juin, en échange de l'imposition d'une lourde amende</i>) |
| Octobre 2018 | CGN (nucléaire civil) | Mesures de contrôle des exportations, étendues en août 2019 avec l'inscription de CGN sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir CGN sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) |
| Octobre 2018 | Jinhua (semi-conducteurs) | Inscription sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir Jinhua sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) |
| Mai 2019 | China Mobile (télécommunications) | Interdiction d'opérer sur le territoire américain (fourniture de services de télécommunications internationaux) |
| Mai 2019 | Huawei et ses filiales (télécommunications) | Inscription de Huawei sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir Huawei sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) |
| Juin 2019 | Sugon (superordinateurs) | Inscription de Sugon sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir Sugon sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) |
| Juillet 2019 | Zhuhai Zhenrong (pétrole) | Violation des sanctions vis-à-vis de l'Iran / blocage des biens et intérêts de l'entreprise sur le territoire américain |
| Août 2019 | Huawei, ZTE (télécommunications), Hikvision, Dahua, Hytera (vidéosurveillance) | Interdiction de participer aux marchés publics conduits par les administrations fédérales américaines |
| Septembre 2019 | Filiales de COSCO (transport maritime) | Violation des sanctions vis-à-vis de l'Iran / gel des avoirs américains |

| | | |
|-----------------------|---|--|
| Octobre 2019 | Hikvision, Dahua (vidéosurveillance), Sensetime, Megvii, Yitu Technologies (reconnaissance faciale), iFlytex (reconnaissance vocale) | Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) |
| Mai 2020 | Cloudminds (robots intelligents), K Logistics (logistiques), Qihoo 360 (logiciels), Skyeye Laser (télé-détection) | Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur engagement présumé dans les activités militaires et les armes de destruction massive (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) |
| Mai 2020 | Huafu (vêtements), CloudWalk (reconnaissance faciale), FiberHome (télécommunications), NetPosa (vidéosurveillance) | Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) |
| Juillet 2020 | Esquel, Synergy, Taida Apparel (vêtements), Bitland (laptops), Meiling (électroménager), Hualin (accessoires de cheveux), | Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) |
| Août 2020 | Huawei et ses filiales (télécommunications) | Nouvelles règles limitant l'accès de Huawei aux puces américaines fabriquées à l'étranger (<i>interdiction aux entreprises non-américaines de fournir à Huawei à l'aide de technologie américaine sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) Inscription sur la « liste des entités » de 38 filiales de Huawei |
| Août 2020 | China Communications Construction, Huanjia Telecommunication, Guoguang Data Communications | Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la construction d'îles artificielles en mer de Chine méridionale (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) |
| Septembre 2020 | SMIC (semi-conducteurs) | Un possible placement par le département de la Défense de l'entreprise <i>Semiconductor Manufacturing International Corporation</i> (SMIC) sur la « liste des entités » du département du Commerce, accusé d'entretenir des liens avec le complexe industrialo-militaire chinois |
| Septembre 2020 | Union Development Group (immobilier) | Sanctions lancées par le Trésor américain envers <i>Union Development Group</i> (UDG), entreprise d'Etat chinoise, construisant un complexe aéroportuaire, portuaire et hôtelier dans un parc naturel au Cambodge jugé capable d'accueillir des ressources militaires chinoises |

| | | |
|------------------------------|---|---|
| <p>Septembre 2020</p> | <p>Tiktok, Wechat (Internet)</p> | <p>Annoncée par le département du Commerce, l'interdiction de la distribution (téléchargement) des applications Wechat a débuté le 20 septembre et va débuter le 27 septembre pour Tiktok. Les mises à jour et les services de paiements de Wechat sont également interdits sur le territoire américain.</p> <p>Tiktok peut cependant opérer jusqu'au 12 novembre (si téléchargé avant le 27 septembre).</p> |
| <p>Septembre 2020</p> | <p>Xinjiang Production and Construction Corps (coton), Yili Zhuowan Garment Manufacturing Co. (textile), et 3 autres entreprises</p> | <p>Le service des Douanes et de la Protection des frontières des États-Unis (CBP) a publié le 14 septembre cinq <i>Withhold Release Orders</i> (WRO ou ordres de refuser la mainlevée de marchandises) visant des entreprises de production et de transformation de coton ainsi qu'une entreprise textile et un centre d'éducation, toutes situées au Xinjiang. D'après le CBP, ces entreprises utiliseraient de la main d'œuvre soumise au travail forcé.</p> |
| <p>Novembre 2020</p> | <p>China Mobile, China Unicom et China Telecom</p> | <p>Un décret présidentiel du 12 novembre interdit aux investisseurs américains d'effectuer de nouveaux achats dans les titres de ces sociétés à partir du 11 janvier. Selon ce décret, les investisseurs auront jusqu'au mois de novembre 2021 pour vendre leurs participations existantes.</p> <p>La bourse de New York (<i>New York Stock Exchange, NYSE</i>) a finalement décidé le 6 janvier 2021 de retirer de la cote de ces trois opérateurs de télécommunications chinois.</p> |
| <p>Décembre 2020</p> | <p>SMIC (semi-conducteurs), CNOOC (pétrole), China Construction Technology, China International Engineering Consulting Corp</p> | <p>Le 3 décembre, le département de la Défense américain a ajouté ces quatre entreprises chinoises supplémentaires à sa « liste noire » pour être « détenues ou contrôlées » par l'armée chinoise. Les investisseurs américains ne peuvent investir dans les sociétés présentes sur cette liste et doivent également désinvestir de ces sociétés.</p> |
| <p>Décembre 2020</p> | <p>59 entités chinoises dont SMIC et ses filiales, DJI (drones)</p> | <p>Le 18 décembre, le bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du département du Commerce aux États-Unis a publié une annonce pour ajouter 77 entités- dont 59 chinoises et une hongkongaise dans sa liste des entités (<i>Entity List</i>), y compris l'entreprise du semi-conducteur SMIC et ses 10 filiales ; en accusant ces entités de la « violation des droits de l'homme » au Xinjiang, ou des engagements dans la « militarisation de la mer de Chine méridionale », ou encore du « vol des technologies américaines » pour soutenir la « modernisation de l'armée chinoise ».</p> |
| <p>Décembre 2020</p> | <p>58 entités chinoises dont AVIC, AECC et ASPT (aéronautique)</p> | <p>Le 21 décembre, le BIS a annoncé la décision de créer une nouvelle « liste noire » - la liste des utilisateurs finaux militaires (« <i>Military End User</i> » List), tout en annonçant la première tranche de 103 entités qui ont été intégrées – dont 58 chinoises et 45 russes. Le secteur de l'aviation et de l'aérospatial en Chine a été particulièrement ciblé. Les entreprises auront besoin d'une licence du gouvernement américain pour exporter, réexporter, ou transférer certains biens désignés aux entités dans cette nouvelle liste</p> |

| | | |
|--------------|--|--|
| Janvier 2021 | 8 applications chinoises dont Wechat pay et Alipay | Un décret présidentiel de Donald Trump interdit les transactions avec huit applications chinoises, dont les services de paiement Alipay et WeChat Pay, au motif que ces derniers « continuent de menacer la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie ». Ce décret devrait entrer en vigueur 45 jours après sa publication |
| Janvier 2021 | Les produits de tomates et de coton fabriqué au Xinjiang | Le <i>U.S. Customs and Border Protection</i> (CPB) a publié un <i>Withhold Release Order</i> (WRO) le 13 janvier 2021, entrant en vigueur le même jour, envers tous les produits de tomates et de coton produits au Xinjiang en raison du recours au travail forcé de la minorité ouïghour. |
| Janvier 2021 | 9 entreprises chinoises dont COMAC et Xiaomi | Le Département de la Défense (DoD) a publié le 14 janvier une liste de 9 nouvelles entreprises chinoises (dont l'entreprise de télécom Xiaomi et le constructeur aéronautique COMAC) incriminant leurs liens et soutiens aux activités militaires et aux intérêts de l'Armée Populaire de Libération |

Relations Chine-Australie : un projet d'investissement chinois en Australie bloqué par le ministre des Finances

L'entreprise d'Etat *China State Construction Engineering Corporation* (CSCEC) a abandonné son offre d'achat de 88 % des parts (pour 213 MUSD) de la société de construction australienne de la plus haute tour résidentielle de Sydney, Probuild, après des indications selon lesquelles le ministre des Finances australien Josh Frydenberg bloquerait l'accord pour des raisons de sécurité nationale.

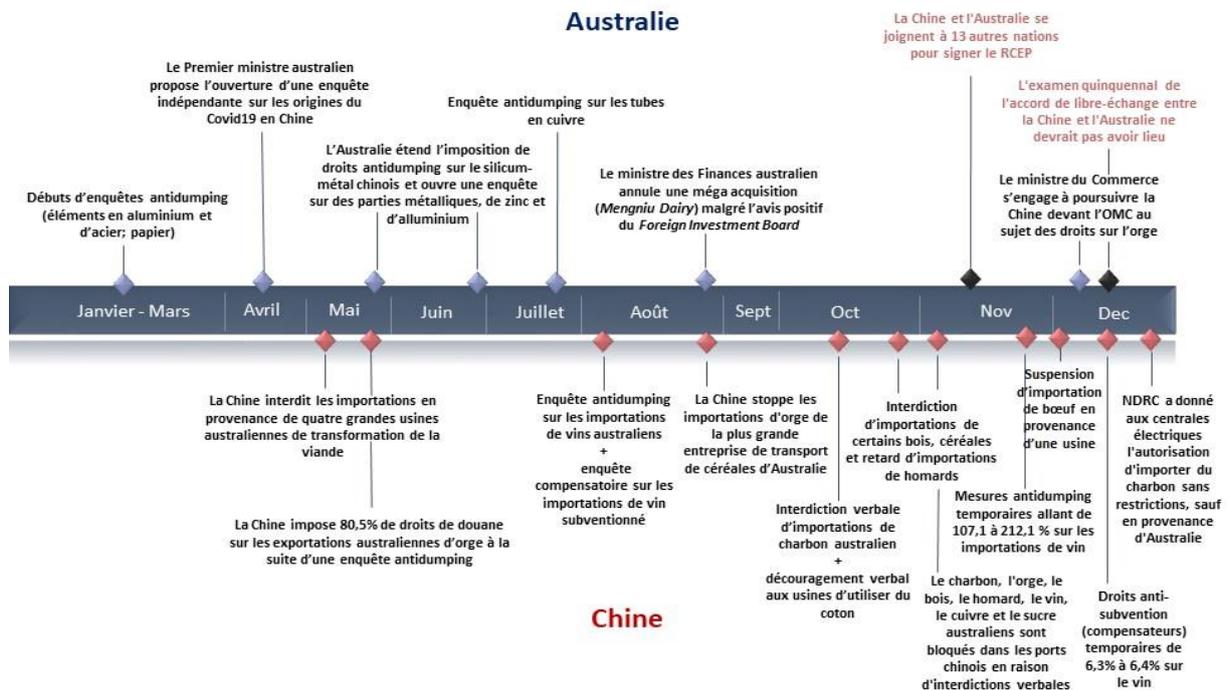
Le ministre des Finances qui préside le *Foreign Investment Review Board* (FIRB) peut depuis le 1^{er} janvier 2021 bloquer un investissement étranger ayant trait à la « sécurité nationale », sans considération de montant.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a averti Canberra de ne pas "politiser" les transactions commerciales et de ne pas mettre en péril les relations commerciales de longue date, ainsi que le libre-échange convenu entre les deux pays. Pour rappel, la Chine a pris de nombreuses mesures envers les importations australiennes (cf tableau ci-dessous), parfois sans aucune justification, depuis que le Premier Ministre australien ait appelé en avril 2020 à une enquête indépendante en Chine sur l'origine du Covid-19.

D'autres importants projets d'investissements chinois en Australie ont été rejetés l'année dernière telle que la méga acquisition de *Mengniu Dairy* annulée par le ministre des Finances australien malgré l'avis positif du FIRB ([voir les brèves de la semaine du 24 août 2020](#)).

Les investissements chinois en Australie sont en forte baisse depuis 2017, les flux ont chuté de 62 % en 2019 (en g.a., à 2,4 Md\$), le nombre de transactions a diminué de 43 %, représentant le plus bas niveau depuis 2008.

Chronologie des tensions commerciales sino-australiennes en 2020



| Sanctions commerciales chinoises envers l'Australie | | | | | |
|---|---|------------|------------|--|---|
| Marchandise concerné | Type de mesure | Date | Durée | Justification | Conséquences (estimations) |
| Viande (bœuf) | - 4 abattoirs interdits d'exporter | 11/05/2020 | Temporaire | Mesure sanitaire Manquements en matière d'inspection et de quarantaine (manquement à des obligations de marquage) | / |
| | - Ajout d'un 5 ^{ème} (Queensland meatworks) | 08/12/2020 | | | |
| | - Ajout d'un 6 ^{ème} (Meramist Pty Ltd) Ajout d'un 7 ^{ème} et 8 ^{ème} abattoirs | 09/10/2020 | | | |
| Orge | Imposition de droit de douane de 80,5% (73,6% anti dumping et 6,9% droits de douane) | 18/05/2020 | Temporaire | Défense commerciale Mesure sanitaire (Enquête initiée 18 mois auparavant) | La Chine représentait un débouché pour 70% des exportations d'orge australien |
| | Suspension des exportations de CBH Group (exportateur) | 31/08/2020 | | | |

| | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|
| Vin | Enquête anti-dumping Enquête antisubventions Marchandises bloquées Mesures anti-dumping – imposition de droits de douanes de 107,1% à 212,1% Mesures anti-dumping – ajout de taxes complémentaires de 6,3 à 6,4% | 18/08/2020 31/08/2020 06/11/2020 28/11/2020 10/12/2020 | Mesures antidumping temporaires (caution) jusqu'en août 2021 | Défense commerciale Enquête initiée par des fabricants de vin chinois | Le vin australien représentait environ 37% des importations de vin en Chine |
| Charbon | Interdiction d'importer Mise en place de quotas envisagée | 12/10/2020 | Indéfinie | Défense commerciale | / |
| Coton Et laine (simplement mentionné) | Découragement à l'importation Interdiction de décharger | 16/10/2020 06/11/2020 | / | / | 750 MUSD (2019) 64% du coton australien est exporté en Chine |
| Bois | Interdiction d'importer de la province du Queensland Marchandises bloquées Interdiction d'importer de la province de Victoria Etendu à la Tasmanie et Australie du sud | 30/10/2020 06/11/2020 11/11/2020 09/12/2020 | Susceptible d'ajustements ultérieurs | Mesure sanitaire (présence de peste et d'insectes non-indigènes) | Réduction de 1% des exportations vers la Chine (estimation) |
| Blé | Suspension des importations d'Emerald Grain (exportateur) | 30/10/2020 | Menace non mise à exécution – en suspend | / | 394 MUSD (estimation) |
| Homard/ langouste | Report des importations Marchandises bloquées | 30/10/2020 06/11/2020 | Blocages intempestifs en douane | Dédouanement | 94% des 752 MUSD d'exportations de homard/langouste d'Australie sont allés à la Chine en 2018-19 |
| Sucre | Marchandises bloquées | 06/11/2020 | Blocages intempestifs en douane | Dédouanement | / |

| | | | | | |
|---------------|--|------------|---------------------------------|--------------|----------|
| Cuivre | Marchandises bloquées | 06/11/2020 | Blocages intempestifs en douane | Dédouanement | / |
| Mouton | Interdiction d'importer (Australian Lamb Co. and JBS Brooklyn) | 09/12/2020 | | / | 578 MUSD |

Xinjiang : durcissement des sanctions de la part des pays anglo-saxons

Le *US Customs and Border Protection* (CPB) a [publié](#) un *Withhold Release Order* (WRO) le 13 janvier 2021, entrant en vigueur le même jour, envers tous les produits de tomates et de coton produits au Xinjiang en raison du recours au travail forcé de la minorité ouïghour.

Le WRO permet aux douaniers de bloquer les importations qu'ils soupçonnent d'être composées de matières premières du Xinjiang, qu'elles arrivent aux Etats-Unis directement de Chine ou qu'elles transitent par un autre pays. C'est la première fois qu'un WRO vise des catégories de produits en provenance du Xinjiang, le CPB avait ces derniers mois restreints les produits provenant d'entreprises spécifiques ([voir les brèves de la semaine du 7 septembre 2020](#)).

Selon le département de la Sécurité intérieure (DHS), les Etats-Unis importent chaque année de Chine des produits à base de tomate pour une valeur de 10 MUSD, tandis que les importations de coton et de vêtements représentent environ 9 Mds USD.

Le [Royaume-Uni](#) a annoncé le 12 janvier une série de mesures afin de restreindre le commerce avec le Xinjiang. (1) Les entreprises britanniques vont devoir délocaliser leurs chaînes d'approvisionnement du Xinjiang, (2) des sanctions financières seront imposées aux entreprises et organisations qui ne respectent pas leurs obligations légales de publier des déclarations annuelles sur l'esclavage moderne et (3) un contrôle des exportations vers le Xinjiang sera mis en place. Le [Canada](#) a également pris des mesures similaires le même jour, agissant « de concert avec le Royaume-Uni ».

Politique : Yu Jianhua est nommé représentant au commerce international

Le 13 janvier, le MofCom [a annoncé](#) que M. Yu Jianhua est nommé représentant chinois au Commerce international (rang de ministre). De 2010 au 2013 et à partir d'avril 2019, Yu Jianhua était représentant adjoint au Commerce international et était l'ambassadeur de la Chine à l'OMC entre 2013 et 2017. De par son rôle de vice-ministre du Commerce, Yu Jianhua est aussi en charge de plusieurs directions du MofCom y compris la direction de l'Europe.

Défense commerciale : le MofCom impose des droits antidumping sur les importations de méta-crésol en provenance des Etats-Unis, de l'Union européenne, du Royaume-Uni et du Japon

Le MofCom a publié [une annonce](#) imposant des droits antidumping sur les importations du méta-crésol en provenance des Etats-Unis, de l'UE, du Royaume-Uni, et du Japon à partir du 15 janvier 2021, pour une durée de cinq ans. Cette décision résulte d'une enquête lancée en juillet 2019. Le taux est fixé à 131,7 % pour les entreprises américaines, 54,8 % pour les entreprises japonaises, et 49,5 % pour les entreprises de l'Union européenne et du Royaume-Uni (à l'exception d'une seule entreprise allemande qui est soumise à un taux de 27,9 %). Le méta-crésol est largement utilisé dans les domaines de la

médecine, des pesticides et des antioxydants. En 2018, la Chine a importé 6 577 tonnes de ce produit en provenance des Etats-Unis, de l'UE, du Royaume-Uni et du Japon.

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

Environnement des affaires : la Chambre de commerce européenne publie un rapport préoccupant sur le découplage et ses conséquences dans différentes industries

La Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine (EUCCC) et le think tank MERICS ont [publié](#) le 14 janvier une étude sur découplage et de ses effets sur les entreprises européennes. Selon le rapport, le découplage n'a pas débuté en 2018 avec la guerre commerciale mais aux premiers jours du programme « réforme et ouverture » lancé par Deng Xiaoping. La Chine a depuis ouvert stratégiquement certains secteurs dans lesquels elle avait besoin de technologies et de concurrence et fermé les autres, les réservant aux entreprises d'Etat et aux « champions nationaux ». La Chine a également développé sa politique industrielle dans le but d'atteindre son autosuffisance dans les technologies critiques et de dominer les industries à forte valeur ajoutée. La Chine n'aurait donc jamais été vraiment « couplée » avec le monde, ses choix politiques ayant depuis des décennies constitué un « baril de poudre » voué à exploser et dont la présidence Trump a allumé la mèche.

Selon les auteurs, le découplage devrait s'amplifier dans le futur, l'administration Biden semblant garder le cap du fait du consensus bipartisan considérant la Chine comme un concurrent stratégique. La Chine a récemment renforcé les appels à l'autosuffisance, Xi Jinping ayant [affirmé](#) en novembre 2020 vouloir « *construire un système de production et d'approvisionnement national indépendant, contrôlable, sûr et fiable dans les domaines et les nœuds liés à la sécurité nationale* ».

La EUCCC a interrogé ses entreprises membres en septembre dernier et identifié 9 « couches » de découplage organisés en 4 catégories et répartis en 3 préoccupations selon les effets du découplage sur ces secteurs :

Découplage macro : politique et financier

Découplage commercial : chaînes de valeur et de produits critiques

Découplage d'innovation : recherche & développement et standards

Découplage numérique : données, équipements de réseau et télécommunications

Selon la chambre, le découplage en matière de données et de standards devient une **préoccupation croissante**. En effet, les standards chinois dans les secteurs stratégiques semblent de plus en plus s'éloigner des autres standards internationaux. Quant aux données, il existe de plus en plus d'exigences de localisation des données et de barrières empêchant les transferts de données transfrontaliers.

Le découplage numérique est une **préoccupation majeure déjà existante**, de nombreuses entreprises de technologies de l'information et de la communication étant incapables d'intégrer leurs solutions numériques en Chine du fait des barrières d'accès au marché. L'accès à des produits critiques est également une préoccupation majeure existante, notamment depuis le début de la « guerre technologique » qui a limité l'accès aux semi-conducteurs.

Les autres secteurs seraient de **préoccupation modérée**, les entreprises interrogées ayant déclaré pouvoir s'adapter au découplage dans ces domaines mais à un coût non négligeable.

Exhibit 1: Patchwork globalisation and its expressions across different arenas and layers of decoupling covered in this report

| | | Increased decoupling | | | |
|-------------------------|-----------------------------|--|--|--|--|
| | | Globalisation renewed | Patchwork globalisation | | Globalisation disrupted |
| Geo-economic strategies | | Liberal integrationist, principled multilateralism | Open strategic autonomy; plurilateral and like-minded clubs | Self-sufficient 'dual circulation' and nationalism | Winning and prevailing; 'my country first (or alone)' |
| MACRO | Politics | Rules-based alignment; financial stability | Systemic competition; financial uncertainty | Permanent politicisation; financial disintegration | Conflict; financial disruption |
| | Finance | | | | |
| TRADE | Supply chains | Integration and reciprocity | Fairness and leverage in strategic competition; diversification and resilience | Securitisation of commercial flows; self-reliance, dominance and control | Weaponising interdependence; reshoring and nationalising |
| | Critical inputs | | | | |
| DIGITAL | Data | Deep connectivity | Digital distance | Digital disintegration | Digital dilemmas; data exploitation and bifurcation of technology stacks |
| | Network equipment | | | | |
| | Telecommunications services | | | | |
| INNOVATION | Standards and IP | Techno-globalism | Industrial policy renewal | Techno-nationalism | Technological autarky |
| | R&D | | | | |
| Decoupling status | | 'Trusted open relationship' | 'Marriage of convenience' | | 'Moving (staying) out' and acrimony |

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) publie un nouveau plan sur l'internet industriel

Initialement présenté fin décembre 2020 mais publié début janvier, le « [plan d'action 2021-2023 pour le développement de l'innovation dans l'internet industriel](#) » prévoit que cette période sera celle d'une « maturité accélérée » pour le secteur en Chine. A l'horizon 2023, le gouvernement fixe un objectif de 30 usines, à travers dix industries différentes, entièrement connectées en 5G.

Ce plan s'inscrit ainsi dans la continuité d'un développement à deux vitesses de l'appareil industriel chinois. D'un côté, le gouvernement entend accompagner spécifiquement la mise en place de trois à cinq plateformes d'internet industriel d'« influence internationale » et le développement de 40 entreprises motrices dans l'innovation (CA supérieur à 1 Md CNY), dont un à deux « leaders » (龙头企业) d'influence internationale. Il pourrait s'agir d'entreprises comme Huawei, Xiaomi, ou Tencent, qui ont fait de l'internet industriel un axe de développement majeur. Cependant, un représentant de la Fédération chinoise de l'information électronique ([voir brèves du 4 mai](#)), rappelait fin avril que le développement de l'internet industriel en Chine restait lacunaire : selon lui, le niveau technologique, la collection des données, l'interconnexion des équipements, les capacités d'analyse de données insuffisantes ainsi que la construction de l'écosystème sont les principales faiblesses du secteur en Chine.

Néanmoins, la mutualisation des données pourrait permettre de partager plus largement les cas concrets d'innovation (解决方案) à l'ensemble des entreprises du secteur. C'est pourquoi le MIIT encourage en parallèle la création d'un système national de données nationales pour l'internet industriel (国家工业互联网大数据中心体系), en s'appuyant dans un premier temps sur la mise en place de 20 bases de données locales (区域级分中心) et 10 bases de données sectorielles (行业级分中心). L'objectif annoncé est de créer des plateformes « d'influence internationale », [souvent pilotées par des entreprises en position dominante sur leurs marchés respectifs](#), dans le but de rassembler et d'optimiser l'utilisation des données produites. Le but est notamment de créer, d'ici 2023, environ 150 cas d'applications industriels intégrées pouvant servir de modèle pour inspirer la montée en gamme des entreprises des secteurs concernés.

Au-delà des principales technologies (5G, IoT, *time sensitive networks*, capteurs...), l'accent est mis sur le développement de systèmes sécurisés (protocoles IPV6), ainsi que d'applications de suivi des chaînes d'approvisionnement, ce qui témoigne en outre de la volonté gouvernementale d'utiliser l'internet industriel pour mieux contrôler les risques industriels. Signe de l'importance accordée à ces sujets, le travail de standardisation, y compris au sein des instances internationales (ITU, ISO, IEC), ainsi que le dépôt de brevets sont fortement encouragés. Enfin, ce document promeut la mise en place de nouveaux mécanismes de coopération internationale, en particulier avec les pays situés le long des Nouvelles Routes de la Soie, mais aussi avec des Etats membres de l'Union Européenne.

Santé : la Chine a exporté 224 milliards de masques entre mars et la fin de l'année 2020

Lors d'une conférence de presse spéciale du Bureau de l'Information, le Conseil des Affaires de l'Etat [s'est félicité](#) des chiffres présentés par les douanes, notant que cela correspondait à un ratio de 40 masques pour chaque habitant de la planète. Les exportations de matériel « de prévention de l'épidémie » de la Chine ont atteint 438,5 Mds CNY (56 Mds EUR) entre mars et décembre 2020. Cela concerne les masques mais aussi les tenues de protection (773 M), les lunettes de protection (289 M de paires), les gants (292 M de paires), les respirateurs (271 000), les tests PCR (1,08 Md), etc.

Santé : les PDG et DG de Sinopharm, laboratoire chinois dont le vaccin contre le Covid-19 vient d'être validé sous conditions, démissionnent

Le 12 janvier, Sinopharm a annoncé dans deux communiqués distincts au Hong Kong Stock Exchange les démissions de Li Zhiming, PDG, et de Li Hui, directeur général de la filiale *China National Medicines Corporation* (CNCM), pour « raisons personnelles ». Selon le premier communiqué, Yu Qingming remplacera Li Zhiming.

Selon les déclarations de Sinopharm, Li Zhiming a « confirmé qu'il n'avait aucun désaccord avec le conseil », et que l'entreprise « continue à fonctionner normalement ». A la suite de cette annonce, les actions de l'entreprise ont chuté de 1,8% à la Bourse de Hong Kong.

Sinopharm développe actuellement deux vaccins anti-Covid selon la méthode du « virus inactivé ». L'un de ses vaccins, développé par sa filiale *Beijing Biologic Products Institute*, a reçu en décembre dernier une autorisation conditionnelle de mise sur le marché ; il s'agit du seul vaccin chinois ayant reçu cette approbation à ce jour. Pour rappel, l'entreprise pharmaceutique avait annoncé pour ce vaccin un taux d'efficacité de 79,3%, contre 95% pour Pfizer/BioNTech et 94% pour Moderna (cf. [brèves du SER de Pékin du 4 janvier](#)).

Téléphonie : Huawei fixe un objectif de 400 M de terminaux pour son système d'exploitation Harmony en 2021

Huawei a annoncé viser pour 2021 le [déploiement de son nouveau système d'exploitation](#) (OS), nommé Harmony OS, sur plus de 300 M de ses téléphones, mais également plus de 100 M de téléphones d'autres marques. Selon le responsable des logiciels au sein du groupe de consommateurs, Wang Chenglu, le nombre de produits *hardware* opérant avec Harmony OS devrait ainsi atteindre 300 à 400 M à la fin de l'année.

L'entreprise avait dévoilé pour la première fois son système d'exploitation Harmony en août 2019, soit trois mois après l'annonce de restrictions américaines retirant les applications Google sur les téléphones Huawei – bien que, selon Wang Chenglu, le développement d'Harmony OS aurait débuté en mai 2016, bien avant les sanctions américaines. Harmony OS 2.0 a été lancé en septembre 2020, et la version Harmony OS 2.0 beta en décembre dernier. Le premier produit à avoir utilisé l'OS de Huawei était une télévision intelligente lancée par Honor, l'ancienne marque de terminaux de Huawei, en 2019.

Depuis son lancement, plusieurs observateurs s'interrogent sur les similarités avec l'OS Android, voire argumentent qu'[Harmony serait en vérité basé sur Android](#). En réponse, Wang Chenglu [a affirmé](#) le 12 janvier qu'Harmony n'était une copie ni d'iOS ni d'Android (qui détiennent à eux deux 99% des parts de marché mondiales des OS, dont 72% pour Android), la raison avancée étant notamment que Harmony serait conçue pour l'internet des objets (IoT). S'il apparaît que ce système s'inspire partiellement d'Android via le projet open source de celui-ci (AOSP), Huawei avait mentionné qu'AOSP était une étape transitionnelle en vue de créer une version définitive d'Harmony qui sera, à terme, entièrement indépendante d'Android. Enfin, l'entreprise a indiqué qu'Harmony sera en open source pour les terminaux grand public.

Cette annonce intervient alors que des prévisions en demi-teinte sont annoncées pour l'année 2021 de Huawei. Selon un [rapport prévisionnel](#) publié le 5 janvier par *Trendforce*, Huawei vendra 45 M de

téléphones en 2021, se plaçant ainsi potentiellement comme 7^e vendeur mondial, contre 3^e mondial en 2020 (avec 170 M de téléphones portables vendus). Cette diminution s'expliquerait principalement par les restrictions américaines, qui empêchent l'accès de Huawei à des puces avancées pour produire ses terminaux mobiles et antennes-relais. En novembre dernier, Huawei avait vendu sa marque Honor, signe de sa volonté de se recentrer sur ses terminaux mobiles haut de gamme (cf. [brèves du SER de Pékin du 9 novembre 2020](#)).

Automobiles : plusieurs constructeurs affectés par la pénurie de puces

Depuis plus d'un mois, les constructeurs automobiles chinois et étrangers apparaissent confrontés à une pénurie de puces. Celle-ci serait principalement due à la pandémie de Covid-19.

Le 12 janvier, Toyota a relancé une ligne de production de véhicules à Canton, après une [fermeture de deux jours](#) en raison d'une pénurie de puces. Le constructeur automobile avait mis à l'arrêt les opérations de GAC Toyota Motor, sa coentreprise avec le constructeur chinois GAC, basée à Canton. La semaine dernière, Toyota avait par ailleurs annoncé réduire la production du modèle de pick-up Tundra, et envisager de réduire celles d'autres modèles, dont le SUV RAV4.

De même, Honda Motor a indiqué aux fournisseurs en Chine qu'il envisage de réduire la production sur ce marché d'au moins 30 000 véhicules en janvier. La semaine dernière, Nissan Motor a également annoncé produire 5 000 véhicules de moins en janvier. Enfin, Volkswagen avait indiqué le mois dernier diminuer sa production en Chine, mais aussi en Amérique du Nord et en Europe. Tous ont évoqué la même raison.

Cette [pénurie de semi-conducteurs](#) affecte l'industrie mondiale de l'automobile. Alors que les demandes d'approvisionnement en puces des constructeurs avaient fortement diminué durant la première moitié de l'année, les livraisons de semi-conducteurs ont continué pour d'autres produits (terminaux mobiles, antennes relais...). Or, dans le même temps, la demande en puces pour l'industrie automobile a également augmenté, dans un contexte de croissance du marché des véhicules électriques et autonomes. Selon KPMG, un véhicule électrique utilise deux fois plus de semi-conducteurs qu'un véhicule à moteur thermique.

Enfin, Nikkei cite comme l'une des principales causes de cet étranglement la configuration horizontale de l'industrie des semi-conducteurs, chaque fabricant se spécialisant généralement sur un segment particulier de la chaîne de valeur. Selon le fournisseur Continental et selon IHS Market, [six mois seraient nécessaires](#) à ce que l'approvisionnement en puces pour le secteur automobile se normalise, tandis que l'offre de semi-conducteurs pour les automobiles devrait progressivement augmenter dans les deux à trois prochains mois.

E-commerce : controverses sur les conditions de travail des livreurs

Le 11 janvier, un ancien coursier d'Ele.me, plateforme de livraison de nourriture d'Alibaba, [s'est immolé par le feu](#) pour protester contre ses conditions de travail et le non-versement de son salaire. La veille, un ancien employé de Pinduoduo, plateforme d'e-commerce concurrente d'Alibaba, a [publié sur Weibo une vidéo](#) accusant l'entreprise de conditions de travail pénibles vis-à-vis de ses employés.

Ces protestations s'inscrivent dans une récente série d'incidents suivis de récriminations à l'encontre de plateformes de livraisons et d'e-commerce. Début janvier, un employé de Pinduoduo avait commis un suicide. Le 29 décembre dernier, Pinduoduo avait confirmé le décès d'une employée, qui s'était

effondrée à la suite d'une journée de travail – bien qu'aucun lien formel n'ait pour le moment été établi avec ses conditions de travail. Les autorités locales du travail à Shanghai ont [ouvert une enquête](#) sur les conditions de travail du groupe. A la même période, un autre coursier d'Ele.me s'était effondré durant ses heures de travail. Si la plateforme a dans un premier temps indiqué n'avoir aucune responsabilité vis-à-vis de ce dernier, qui était employé par une société tiers, l'entreprise a finalement offert à sa famille un [dédommagement](#) de 600 000 CNY (76 500 EUR) [suite aux protestations en ligne croissantes](#), contre 2 000 CNY (255 EUR) initialement proposés. De même, au lendemain de la publication de la vidéo par l'ancien employé de Pinduoduo, le nom de l'entreprise était l'un des sujets les plus populaires sur Weibo. Au-delà des livreurs, la culture du travail « 996 » (travailler de 9h à 21h, six jours par semaine) qui prévaut dans la plupart des grands groupes du numérique chinois fait également l'objet de nombreux débats en Chine.

Propriété intellectuelle : l'office américain de propriété intellectuelle publie un rapport sur l'impact des facteurs extérieurs au marché sur les dépôts chinois de marques et brevets.

Ce rapport, complet et bien documenté, part du constat que la Chine est aujourd'hui en tête de nombreux classements de dépôts de titres : elle représente à elle seule près de la moitié des dépôts mondiaux de marques et brevets, et depuis 2019, elle a pris la première place du classement PCT (Patent Cooperation Treaty), devançant les Etats Unis pour la première fois depuis que le PCT a démarré ses opérations en 1978.

Or, d'après le rapport, la hausse drastique des dépôts que l'on constate ces dernières années, serait en partie due à plusieurs facteurs extérieurs à ceux qui poussent habituellement à déposer, à savoir le besoin de se protéger, pour sécuriser son innovation et la valoriser sur le marché.

Quatre facteurs extérieurs au marché sont identifiés par le rapport : (i) les subventions publiques, (ii) les incitations gouvernementales, (iii) les pratiques de dépôts « bloquants » (ou défensifs) ou encore, pratique particulièrement problématique en Chine en matière de marques, (iv) les dépôts de mauvaise foi. Or, parce qu'ils engendrent une utilisation galvaudée des systèmes de propriété intellectuelle, ces facteurs nuisent à la fiabilité des registres, tout en générant une pression considérable sur les offices de propriété intellectuelle (et en première ligne, bien sûr, l'office chinois CNIPA, qui annonçait par exemple très récemment avoir reçu en 2020 plus de 8 millions de demandes de marques). Par ailleurs, de telles pratiques contribuent à véhiculer une image de pays innovant et créatif, quand bien même la valeur commerciale de tels titres, et notamment des brevets, pourrait en réalité être relativement faible.

Si le rapport développe les quatre facteurs évoqués plus haut, l'emphase est cependant mise sur l'impact des subventions publiques ainsi que des incitations gouvernementales sur les pratiques de dépôt, présentées comme étant à même de créer des distorsions de concurrence à l'échelle internationale. En effet, d'après le rapport, les montants des subventions accordées aux déposants étant dans certains cas supérieurs aux coûts réels des dépôts, déposer relève parfois plus de l'opération économique visant à obtenir de la subvention détournée que d'un réel besoin de se protéger. Les exemples cités sont aussi illustratifs que marquants : l'augmentation de 1 264% des marques d'origine chinoise déposées auprès de l'USPTO (United States Patent and Trademark Office) sur la période 2013-2017 s'expliquerait ainsi en partie par les subventions très incitatives mises en place dans plusieurs provinces et villes chinoises dont Shenzhen, où elles existent depuis 2013. Or, pour l'année 2017, les dépôts en provenance de cette même ville de Shenzhen représentaient à eux seuls 42% des dépôts d'origine chinoise présentés à l'office américain. Dans la même veine, un travail d'identification mené par des chercheurs français et chinois cités dans le document a permis de

recenser 195 mesures de subventions au dépôt de brevet à travers le pays dont certaines portant sur des montants supérieurs aux coûts réels des dépôts.

Les incitations au dépôt de titres de propriété industrielle émanent par ailleurs en Chine de politiques publiques clairement affichées. En 2011, des objectifs chiffrés de dépôts de brevets étaient intégrés pour la première fois dans les grandes lignes du plan quinquennal de développement économique et social national. En mars 2020, des opinions publiées par la CNIPA et la SASAC (administration de gestion des entreprises de l'Etat central) incitaient encore les entreprises d'Etat à déposer davantage de marques et de brevets à l'international. Ainsi, même si les politiques publiques affirment privilégier la qualité des dépôts à leur quantité, les objectifs chiffrés sont toujours d'actualité, avec parfois à la clé, un gain financier pour les déposants.

Le rapport intégral de l'USPTO est accessible [ici](#) .

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Aviation civile : réforme du fonds de développement de l'aviation civile

Le ministère des Finances (MOF) a annoncé une [réforme de l'allocation des recettes du Fonds de développement de l'aviation civile à partir du 1^{er} janvier 2021](#). Le principe général est d'allouer les subventions publiques dans des secteurs où elles ne créent pas ou peu de distorsion de concurrence entre bénéficiaires et non bénéficiaires. Traduisant également un changement de priorité politique, les aides seront désormais prioritairement affectées à la construction d'un écosystème de logistique aérienne, et moins à la construction ou à la gestion d'aéroports civils.

Pour rappel, le fonds de développement de l'aviation civile, instauré en 2012, est alimenté par une taxe sur les passagers embarqués (50 CNY / pax pour les vols domestiques et 90 CNY / pax pour les vols internationaux) ainsi que par le produit d'une taxe dont sont redevables les compagnies aériennes (sur la base d'une formule d'imposition incluant la masse des appareils et les distances parcourues). Refondant des dispositifs antérieurs, ce fonds a majoritairement été fléchi sur le financement de la construction ou de l'extension d'infrastructures aéroportuaires (80% des recettes). Dans une moindre mesure, le fonds alimente des subventions pour le démarrage de liaisons internationales, aide des projets d'économie d'énergie et de réduction des émissions polluantes, enfin soutient divers projets scientifiques et technologiques dans le secteur aérien. L'allocation des subventions est de compétence partagée entre les autorités centrales (pour les grands projets d'équipements aéroportuaires et les aides d'Etat aux compagnies aériennes) et les autorités locales (compléments d'investissements dans les aéroports de petite et moyenne taille notamment). La réforme actuelle devrait conduire les autorités locales à assumer davantage de responsabilités économique-financières dans le développement de leurs infrastructures aéroportuaires, notamment d'aviation générale, dans la mesure où ce domaine ne devrait percevoir en 2021 que 44,27 Ms CNY (5,6 Ms EUR) issus du fonds de développement de l'aviation civile, soit seulement 1,7% des recettes projetées pour l'année en cours, estimées par la CAAC en octobre dernier à 2,43 Mds CNY (308 Mds EUR).

Cependant, [cette réforme du fonds pose question dans l'industrie](#). On se souvient que début 2020, dans le cadre des mesures d'urgences liées au début de l'épidémie de COVID-19 en Chine, le Conseil des Affaires d'Etat avait décidé d'exempter pour six mois les compagnies aériennes de leur contribution au fonds de développement de l'aviation civile (en mai dernier, décision a été prise d'étendre cette exemption à toute l'année 2020). La restauration de cette taxe en 2021 pourrait affecter la performance des compagnies aériennes chinoises, qui constataient déjà un alourdissement de leur contribution au fonds depuis plusieurs années : en 2019, la contribution de l'ensemble des compagnies aériennes s'élevait à 15 Mds CNY et 32,8 Mds CNY provenant des taxes passagers, soit un total de 47,8 Mds CNY (contre 20,8 Mds CNY en 2015, avec une augmentation de +56% sur 5 ans). Selon les compagnies aériennes, cette charge oscille entre 1,6 et 2,1% de leurs coûts, qui ne sont pas amortis par les subventions qu'elles perçoivent en retour (de l'ordre de 1,3 à 1,8% des revenus). L'effort demandé aux transporteurs aériens pourrait d'ailleurs être important en 2021, tandis que les compagnies chinoises peinent à reconstituer leur trésorerie après la pandémie de COVID-19 et que le trafic intérieur donne des signes de faiblesses, avec la résurgence de foyers épidémiques en Chine et les consignes sanitaires strictes des autorités locales, prohibant pour les agents publics les déplacements annuels des congés à venir du nouvel an chinois. Un [expert le résume](#) de la manière suivante : le marché intérieur connaît une surcapacité de l'offre (de flotte, de sièges) avec une demande moindre et des tarifs dépréciés (« 120% des appareils, 110% des vols, 90% des passagers et 80% des tarifs »). La perte d'exploitation de l'ensemble du secteur de transport aérien en décembre 2020 est estimée à 10 Mds CNY (1,3 Mds EUR).

Climat : publication de lignes directrices sur la coordination et le renforcement de l'action de lutte contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement

Le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a publié le 11 janvier dernier des lignes directrices sur la coordination et le renforcement de l'action de lutte contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement, visant à mettre en œuvre les engagements climatiques (cf. [Brèves du SER de la semaine du 21 septembre 2020](#)) et le rehaussement des objectifs de la contribution déterminée au niveau national (CDN) (cf. [Brèves du SER de la semaine du 14 décembre 2020](#)) annoncés par le Président XI Jinping.

Ce document n'a pas vocation à décliner en objectifs chiffrés les engagements pris récemment par la Chine, mais simplement à donner des orientations politiques et à guider les travaux. Même sans indicateurs, il reste ambitieux par l'intégration de la lutte contre le changement climatique à des mécanismes préexistants. La déclinaison par secteur économique, par province et par objectifs temporels devrait avoir lieu en début d'année 2021, via la publication de la CDN renouvelée, du plan relatif au pic d'émissions et des documents annexes du quatorzième plan quinquennal.

Pour la première fois, la lutte contre le changement climatique est intégrée à l'objectif politique de construction de la « Belle Chine » et en devient même l'un des piliers. En effet, le système d'évaluation quantitative pour la construction de la « Belle Chine » qui avait été annoncé en mars 2020 n'intégrait initialement aucun indicateur d'émissions de gaz à effet de serre (cf. [Brèves du SER de la semaine du 9 mars 2020](#)). De même, le MEE intègre ici la lutte contre le changement climatique aux autres enjeux de protection de l'environnement et de lutte contre les pollutions. Pour renforcer l'articulation entre le contrôle des émissions de GES et le contrôle des émissions de polluants, le document prévoit un contrôle strict des constructions des projets intensifs en énergie et une amélioration des infrastructures industrielles et de transports ; pour l'articulation entre adaptation au changement climatique et restauration écologique, le MEE soutient les solutions fondées sur la nature.

Dans ces lignes directrices, le MEE promet une accélération des travaux sur le plan d'action pour l'atteinte du pic des émissions de CO₂ avant 2030, et appelle à l'élaboration d'objectifs précis par les autorités locales, notamment en ce qui concerne les secteurs intensifs en énergie tels que la sidérurgie, l'industrie des matériaux de construction, la métallurgie, l'industrie chimique, l'industrie pétrochimique et le secteur de l'électricité. Il espère également une émulation positive entre provinces et appelle ainsi les provinces à être les plus ambitieuses possibles et à montrer l'exemple. Le MEE prévoit également une « accélération » de la construction du marché national du carbone, notamment quant à son extension à de nouveaux secteurs (cf. [Brèves du SER de la semaine du 4 janvier 2021](#)).

Le MEE demande en outre de renforcer la surveillance des émissions de GES et les changements d'utilisation des terres afin d'améliorer l'élaboration des bilans d'émissions de GES aux niveaux national et local. Par ailleurs, le MEE montre dans le document son soutien pour le développement des technologies avancées telles que celles de capture et stockage du carbone (CCS).

Enfin, la mise en place des objectifs climatiques sera incluse dans l'inspection environnementale et deviendra un indicateur important dans le système d'évaluation de la performance des autorités locales.

[Lire le document complet en chinois](#)

One Planet Summit: le vice-Premier ministre Han Zheng rappelle les objectifs de la COP15 sur la biodiversité, qui se tiendra « cette année » à Kunming

Lancé en 2017 par les Nations Unies, la Banque Mondiale et la France, la troisième édition du *One Planet Summit* s'est tenue le 21 janvier dernier à Paris avec pour thème la préservation de la biodiversité. La Chine était représentée par Han Zheng, premier des vice-premiers ministres et membre du Comité permanent du Bureau politique du Parti. Celui-ci a rappelé dans son [discours](#) les efforts de la Chine en faveur de la protection de l'environnement avec notamment le système des lignes rouges écologiques, la mise en place de parcs nationaux et de projets de conservation de la biodiversité.

Au sujet de la 15^{ème} réunion de la Convention de l'ONU sur la diversité biologique (COP15), Han Zheng a appelé les pays à travailler ensemble pour atteindre les objectifs fixés, à savoir l'élaboration d'un cadre mondial pour la protection de la biodiversité pour l'après-2020 avec une feuille de route sur 10 ans. Les grandes initiatives mondiales à l'agenda des COP 15 et COP 26 (à Glasgow) telles la Coalition de la haute ambition de la nature (qui vise à protéger 30% des terres et des mers d'ici 2030) et celle consistant à consacrer 30% de la finance climatique à la biodiversité, n'ont en revanche pas été évoquées, la Chine ne soutenant pas ces coalitions.

Pour rappel, la COP15 devait initialement se tenir à l'automne 2020 à Kunming (province du Yunnan) avant d'être reportée en mai 2021. Face aux doutes quant à la probabilité de la tenue de cette échéance, le vice premier ministre a simplement indiqué qu'elle se tiendrait « cette année ».

Energie : Suez étend sa présence en Chine avec l'acquisition des parts minoritaires de ses partenaires chinois Suez NWS et Suyu

Le groupe Suez a annoncé lundi 11 janvier la conclusion d'un [accord](#) avec son partenaire historique NWS pour le rachat des participations minoritaires de NWS dans toutes les activités communes des deux groupes en Grande Chine. A l'issue de cette transaction de 693 M EUR (prévue d'ici la fin du premier trimestre 2021), Suez détiendra 100% de Suez NWS et Suyu pour une valorisation estimée à 1,7 Mds EUR.

Pour mémoire, en 2017, Suez a regroupé toutes les activités du groupe dans le domaine des déchets et de l'eau en Chine continentale, à Macao, à Hong-Kong et à Taiwan en créant une société commune Suez NWS avec son partenaire NWS, dans laquelle Suez détenait 58% des parts. Avec plus de 70 contrats dans le domaine de l'eau et des déchets dans une trentaine de villes, Suez cherche depuis de nombreuses années à étendre sa présence en Asie dans le domaine des services environnementaux avec ses partenaires locaux. A ce jour, plus de 25 millions de personnes bénéficient des services d'approvisionnement en eau de Suez en Chine, notamment à Chongqing (voir la partie « [Actualités régionales](#) ») pour plus d'informations sur le renforcement de la présence de Suez à Chongqing).

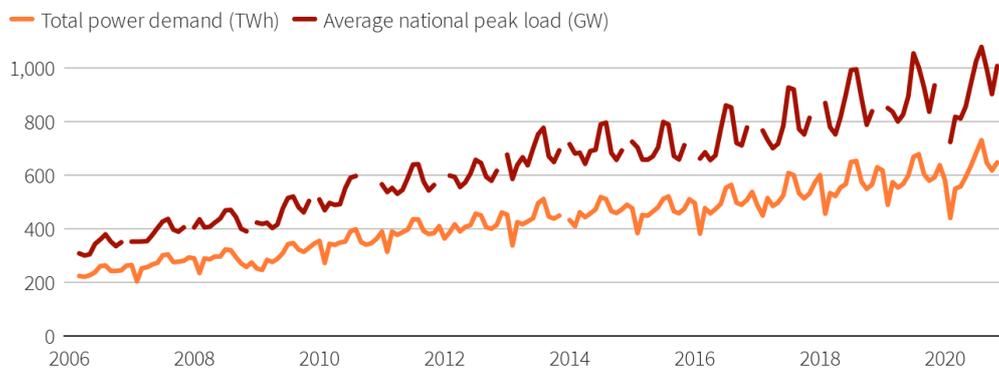
Energie: suite à la vague de froid, le premier ministre Li Keqiang fait de la sécurité énergétique une priorité pour cet hiver

Le Premier ministre Li Keqiang a exposé vendredi dernier devant [le Conseil des Affaires d'Etat](#) les mesures du gouvernement pour garantir la sécurité d'approvisionnement en énergie pour cet hiver. Ceci intervient dans un contexte de vague de froid et de consommation énergétique exceptionnelles, responsables de situations de pénuries dans plusieurs provinces (voir [Brèves hebdomadaires du 4 janvier](#)). Les recommandations du Premier ministre incluent : (i) une mobilisation totale de la production de charbon, d'électricité et de gaz, (ii) l'utilisation des installations de stockage de gaz pour l'approvisionnement d'urgence, (iii) l'augmentation de l'exploitation des réserves domestiques de

charbon, (iv) l'utilisation coordonnée des différentes sources d'énergie pour garantir l'équilibre offre-demande aux heures de pointe, (v) l'intensification du recours aux interconnexions entre provinces et (vi) le renforcement de la surveillance de la part des régulateurs pour garantir la sécurité de la production et le niveau des prix.

Pour assurer la sécurité énergétique sur le plus long terme et l'accès au chauffage résidentiel, Li Keqiang a expliqué que les installations de stockage de gaz naturel et de charbon ainsi que les systèmes d'alimentation de secours seront déployés à un rythme plus rapide. Par ailleurs l'électricité produite à partir de charbon devrait être utilisée « de manière raisonnée » pour répondre à la pointe de consommation.

Pour mémoire, le contrôle de la pointe de consommation électrique est un des défis majeurs du système énergétique chinois. En effet, la demande électrique est particulièrement thermosensible en Chine, la dernière pointe historique étant survenue lors d'une vague de froid extrême où les équipements de chauffage électrique représentaient alors [48,2%](#) de la consommation électrique totale, comme l'a rappelé récemment un représentant de StateGrid.



La demande électrique en Chine

Source: China Electricity Council, IHS Markit (les données pour décembre 2020 n'ont pas encore été publiées)

Aéronautique : Airbus atteint son objectif révisé de livraisons d'appareils en 2020

A l'été 2020, [Airbus avait annoncé](#) la livraison d'une centaine d'avions à ses clients chinois en 2020, en dépit de la crise économique consécutive à la pandémie de COVID-19, affectant notamment les cadences de production et la trésorerie des compagnies aériennes. Ces objectifs ont été atteints : en 2020, Airbus a livré [99 appareils à des clients chinois](#) (sur 566 appareils livrés au plan mondial, près de 18%), dont 94 avions de la famille A320, livrés à 17 compagnies chinoises et assemblés sur ses trois sites de Tianjin, Hambourg et Toulouse, ainsi que 5 appareils A350 (gros-porteurs exportés depuis Toulouse). L'effort a été particulièrement soutenu en fin d'année car 48 appareils ont été livrés entre novembre et décembre. Les appareils de l'avionneur européen composent aujourd'hui près de 52% de l'ensemble de la flotte chinoise, avec plus de 1900 avions commerciaux civils. Depuis son ouverture en 2008, l'usine d'assemblage d'A320 à Tianjin a produit 509 appareils. Airbus a par ailleurs confirmé [l'entrée en service de son centre de finition et de livraison des A350](#), également à Tianjin, au cours du S1 2021.

Transport aérien : plus d'un tiers des passagers en moins en 2020 par rapport à 2019

Le 12 janvier, dans sa conférence nationale de travail sur l'aviation civile en 2021, l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a tiré un premier bilan sectoriel sur la période du 13^{ème} plan quinquennal, évidemment [bouleversé l'an dernier par la crise du COVID-19](#). Les chiffres du T4 2020 ont été communiqués : 76,3% de revenus passagers-kilomètres (RPK) pour les transporteurs aériens chinois en g.a. par rapport à 2019 (mais 94,5% sur le marché intérieur) ; 84,2% en g.a. pour l'offre de transport passager ; et 95,8% en g.a. pour le fret aérien. Pour l'ensemble de l'année 2020, avec 420 millions de passagers transportés, la Chine conserve sa seconde place sur le plan mondial (après les Etats-Unis), rang qu'elle a acquis depuis 15 ans. Il s'agit toutefois d'un recul de 36,7% du nombre de passagers transportés par rapport à 2019 (660 millions). Avec 89,8 % en 2020 par rapport à 2019, la performance est notable pour le transport de fret aérien, en dépit de l'effondrement du transport international en Chine (réduit depuis le S2 2020 à environ 3% de l'offre par rapport à 2019), tandis que les vols passagers contribuent en temps normal de 60 à 70% du volume de marchandises transportées. Cela s'explique par la densité de l'offre de vols tout-cargos, venue se substituer à la quasi-absence de vols internationaux de passagers, une partie des gros-porteurs ayant d'ailleurs fait l'objet d'une « conversion » fonctionnelle pour assurer, à vide de passagers, le transport de marchandises. Cette performance a été notamment portée par la demande mondiale de produits médicaux produits en Chine (masques et équipements de protection, tests, vaccins, etc.).

Energie: un immense gisement de gaz naturel a été découvert dans le Xinjiang par PetroChina

Le principal exploitant chinois de pétrole et de gaz, PetroChina, a annoncé fin décembre la [découverte](#) d'un vaste gisement de gaz dans la province du Xinjiang, dans le bassin du Junggar. Les estimations préliminaires prévoient des réserves totales de 109 Mds de m³ de gaz, avec une capacité de production journalière de 610 000 m³ de gaz naturel et 106 m³ de pétrole brut pour le nouveau puits HU-1. Trois autres puits sont déjà en exploitation dans cette zone qui s'étend sur près de 15 000 km².

Cette découverte marque une nouvelle avancée pour le développement de PetroChina dans la région, qui avait déjà mis la main sur un gisement de taille similaire en septembre 2019 dans le [bassin du Tarim](#). La province du Xinjiang est en effet l'une des principales bénéficiaires des investissements en exploration-production du géant asiatique, qui s'était engagé à dépenser [150 Mds RMB](#) (environ 19 Mds EUR) entre 2018 et 2020 pour porter la production totale de gaz et de pétrole de la région à 1 million de barils/jour (équivalent pétrole).

Alors que Pékin encourage le développement des réserves domestiques de gaz naturel, à la fois dans leur version conventionnelle et non conventionnelle (gaz de schiste), la Chine reste encore largement dépendante aux importations (environ 40% de l'approvisionnement en gaz en 2020) pour répondre à une demande en augmentation.

Développement durable : publication d'un plan pour la mise en place d'un système de chefs de forêt

Le Conseil des affaires d'Etat a publié le 12 janvier 2021 une directive sur la mise en place complète du système de chefs de forêt à l'échelle nationale d'ici juin 2022, visant à améliorer les services écologiques des forêts et des prairies et responsabiliser les comités du PCC et les gouvernements locaux sur la protection et le développement des ressources forestières.

La directive désigne les numéros un des comités du PCC ou des gouvernements locaux comme chefs de forêt aux différents niveaux locaux. Les chefs sont responsables des principales missions suivantes : (i) la protection des ressources forestières avec un respect rigoureux des lignes rouges écologiques et la construction du système d'aires protégées ; (ii) la mise en place de grands travaux de restauration écologique ; (iii) la prévention et le contrôle des risques, entre autres les invasions de nuisibles et le risque incendie ; (iv) l'amélioration d'un système de surveillance dynamique des ressources

forestières et (v) l'établissement d'un mécanisme de financement diversifié pour la protection des forêts et des prairies. Le plan demande d'inclure dans l'évaluation des cadres dirigeants locaux des indicateurs relatifs à la gestion forestière, tels que le taux de couverture des forêts et des prairies, le volume du stock de bois sur pied et la surface des terres désertifiées qui ont été restaurées.

Ce système de chefs de forêt prend directement exemple sur celui des chefs de rivière qui avait été lancé en 2016. Fin juin 2018, toutes les provinces chinoises avaient établi le système de chefs de rivière, avec plus de 300 000 chefs de rivière nommés, responsables de la protection des rivières et des lacs.

[Lire la directive complète en chinois](#)

Développement durable : publication d'un plan sur le développement du recyclage des eaux usées

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), le Ministère des ressources naturelles (MNR), le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), le Ministère des ressources en eau (MWR), le Ministère de l'habitat et du développement urbain-rural (MoHURD) et cinq autres autorités chinoises ont publié conjointement le 11 janvier dernier un plan sur le développement du recyclage des eaux usées.

D'après les autorités chinoises, le recyclage des eaux usées reste insuffisant à l'heure actuelle, ce qui a notamment des conséquences en termes de pollution des ressources en eau. Selon une [conférence de presse](#) de la NDRC, en 2019, les rejets d'eaux usées urbaines étaient de 75 Mds m³, dont seulement moins de 10 Md m³ étaient recyclés. Le plan indique qu'à l'horizon 2025, le taux de recyclage des eaux usées devrait atteindre plus de 25 % dans les villes menacées d'une pénurie d'eau et 35 % pour la région Jing-Jin-Ji (Pékin-Tianjin-Hebei), particulièrement aride.

Le plan distingue les eaux ménagères dans les villes, les eaux industrielles et les eaux agricoles comme trois domaines clés à développer pour le système de recyclage des eaux usées. Pour ce faire, le document promeut la construction d'installations de récupération et d'assainissement des eaux usées et prévoit des travaux de réutilisation circulaire des eaux usées industrielles et des projets pilotes « zéro rejet ». Selon ce document, une planification sur le traitement et le recyclage des eaux usées urbaines devrait être publiée dans le cadre du 14^{ème} plan quinquennal.

[Lire le document complet en chinois](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES**Shanghai : Inauguration de la zone de conduite autonome de Fengxian**

Le 9 janvier a été inaugurée la première zone d'essai ouverte de conduite autonome dans le district de Fengxian, Shanghai. Fruit d'une coopération entre le district de Fengxian, le groupe Lingang et l'université Jiaotong de Shanghai, cette zone de démonstration de conduite autonome se concentre sur la chaîne de voyage complète du véhicule domestique, à la différence de la zone de démonstration de conduite autonome de Jiading, qui se concentre sur les véhicules de tourisme, et celle de Lingang sur les véhicules utilitaires. La zone de Fengxian, qui est maintenant comptée parmi les 70 zones d'essai réparties sur le plan national, rentre dans sa deuxième phase de construction avec un objectif de 87,5 km de routes, représentant un investissement de 20 Mds CNY.

[Source](#)

Shanghai : Lancement de la construction du parc industriel biopharmaceutique à Zhangjiang par**l'entreprise Shanghai Pharmaceuticals**

Shanghai Pharmaceutical Holding company a investi 8 Mds CNY dans la construction d'une zone industrielle pharmaceutique dans le district de Zhangjiang à Pudong. Les activités du parc seront tournées vers la recherche sur la thérapie cellulaires, génique et des anticorps. Le parc industriel sera doté d'un incubateur de 50 000 m² ainsi que d'infrastructures de recherches sur les anticorps de 80 000 m². Shanghai Pharmaceuticals est une entreprise majeure de l'industrie chinoise et fait partie du Fortune 500 2020.

[Source](#)

Chongqing : renforcement de la présence de Suez dans la municipalité suite au nouvel investissement**du groupe en Chine**

A l'issue de l'accord de Suez avec son partenaire historique pour le marché chinois NWS (cf brève relative dans la partie « Développement durable, énergie et transport »), Suez renforce sa présence à Chongqing, où le groupe détient l'un de ses principaux actifs chinois. L'entreprise Suyu, qui sera dorénavant détenue à 100 % par Suez, a en effet signé en 2015 un accord avec Chongqing Water Assets pour créer ensemble la société Derun Environment qui, à travers sa participation de 50,04 % dans Chongqing Water Group et de 43,86 % dans Chongqing Sanfeng, contrôle la gestion des eaux et des déchets dans la municipalité. À la suite de l'acquisition annoncée cette semaine, Suez détiendra désormais 25,1 % de Derun Environment.

[Source](#)

Hunan : le gouvernement de Changsha inaugure un parc industriel et d'innovation fondé sur des accords de coopération avec la « City University of Hong Kong ».

Le « parc industriel d'innovations scientifiques de la grande baie Guangdong-Hong Kong-Macao » d'une surface de 34 km² a été inauguré à Changsha le 14 janvier. Il a pour objet de faciliter la mise en place de projets industriels et de recherche avec des entités établies dans la Grande Baie, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, des nouveaux matériaux et des technologies informatiques, secteurs dont le développement figure au premier rang des priorités de la province du

Hunan. La cérémonie d'ouverture a donné lieu à la signature d'un accord de coopération entre « City University of Hong Kong », le Bureau des sciences et technologies de Changsha et l'entreprise « Hunan Advanced Corporation for Materials and Equipment » sur le développement de « l'impression 4D » (impression à partir de matériaux à mémoire de forme). Un centre d'innovation de la City University of Hong Kong y a par ailleurs été inauguré le même jour. L'institut de recherche de cette même université établi à Shenzhen a conclu des accords avec les entreprises Juewei Food, Hunan Zhongke Sanxin Intelligent Technology et Hunan Bosheng Tianhong (nouveaux matériaux) pour des projets de coopération en matière de R&D et de formation des talents.

[Source](#) (en chinois)

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Sanctions américaines : impact sur le Tracker Fund TraHK

Le Tracker Fund, créé en 1999 après la crise asiatique est un ETF *Exchange Trading Fund*, qui suit l'indice Hang Seng Index HSI. Il gère un portefeuille de 13,6 Mds USD. Le gestionnaire américain State Street Global Advisors Asia Limited a annoncé le 11 janvier qu'il ne pourrait pas réaliser de nouveaux investissements dans les entités sanctionnées par l'*Executive Order* du 12.11.2020 qui interdit à toute personne et entreprise américaine d'investir dans les entreprises chinoises accusées de liens avec l'armée chinoise et impose de désinvestir avant novembre 2021. Le fond a également indiqué qu'il n'était plus adapté («*no longer appropriate*») aux investisseurs personnes américaines. Le Tracker Fund détient 2,4 Mds HKD dans China Mobile et 253 M HKD dans China Unicom. Les deux entreprises représentent 3,45% de l'indice HSI. China Telecom n'est pas inclus dans l'indice. Cette décision est survenue après l'annonce par Goldman Sachs, Morgan Stanley et JPMorgan de délistier de la bourse de Hong Kong 484 produits de bourse dérivés liés à China Mobile, China Unicom et China Telecom.

Face au constat que le Tracker Fund ne pourrait plus remplir sa mission de suivi du HSI, les débats se sont ouverts sur le remplacement du gestionnaire, avec des interventions de la Chef de l'exécutif Carrie Lam et de l'ancien président de HKMA Joseph Yam. Le 14 janvier le gestionnaire du fonds a annoncé revenir sur sa décision.

Environnement des affaires : sondage de l'Amcham

La Chambre de commerce américaine à Hong Kong a publié le 11 janvier les résultats d'un sondage réalisé auprès de ses membres entre le 11 décembre 2020 et le 4 janvier. 181 entreprises sur 1400 membres ont participé. Plus de 40% des entreprises participantes se disent pessimistes quant à leurs perspectives pour 2021 et craignent un environnement instable ou aggravé en 2021. 37% d'entre elles s'attendent à un environnement inchangé. Un tiers d'entre elles ont le sentiment que Hong Kong est devenue moins compétitive en tant que centre d'affaires mondial. 40% prévoient de conserver leur siège régional à Hong Kong pour les trois prochaines années. 59% sont optimistes quant aux opportunités offertes par la Greater Bay Area.

Les tensions sino-américaines demeurent en tête des préoccupations des entreprises (65,4%) devant les tensions politiques (49%) et la gestion gouvernementale (40%), le coût des opérations à Hong Kong (40%) et la résurgence des cas de Covid-19. 181 réponses sur 1400 membres.

Exportations françaises vers Hong Kong

Les exportations françaises vers Hong Kong reculent de -13% au cours des 11 mois 2020 à 4,67 Mds EUR sous le double effet de la chute des ventes aéronautiques et de l'impact du Covid sur les ventes de biens de consommation malgré la résilience de la clientèle locale, les réexportations au départ de Hong Kong hub logistique, et les échanges transfrontaliers avec la Chine. Hors aéronautique, les exportations chutent de -6,5%. En 2019 les exportations avaient déjà chuté de -6,9% mais progressé de 7% hors aéronautique.

En Asie, Hong Kong se place en 4^{ème} place des clients de la France pour la période janvier-novembre 2020, derrière la Chine (15 Mds EUR), Singapour (6,4 Mds EUR), le Japon (4,8 Mds EUR) et devant la Corée (4,28 Mds EUR).

L'aéronautique, 1^{er} poste traditionnel de nos exportations vers Hong Kong, recule en 2^{ème} place au cours de ces 11 premiers mois, avec 661,7 M EUR (- 38%) contre plus d'un milliard EUR exportés à la même période en 2019. Hong Kong est toutefois le 9^{ème} client mondial de la France et a pris livraison de 5 aéronefs entre janvier et novembre.

Les ventes françaises dans le secteur des biens de consommation et de la mode demeurent considérables, Hong Kong étant l'un des principaux débouchés mondiaux, même si la croissance des années précédentes a été interrompue cette année suite à l'impact de la crise sanitaire et la quasi fermeture des frontières avec la Chine depuis le mois de mars. Les exportations ont progressé dans certains secteurs malgré la situation économique dégradée grâce au poids de la clientèle locale, en particulier des catégories les plus fortunées qui ne peuvent plus voyager, le commerce transfrontalier et internet (plusieurs plateformes étant basées à Hong Kong afin de bénéficier des facilités hors taxe offertes pour le commerce transfrontalier internet en Chine), le rôle de hub régional de Hong Kong (aucun tarif douanier ni taxes) où les marchandises peuvent être stockées avant leur réexpédition dans la région.

La maroquinerie et articles de voyage se placent en tête des exportations (1 Mds EUR) et leurs ventes ont progressé en valeur de +4,5%. Hong Kong demeure le 1^{er} débouché mondial pour les exports français du secteur, devant Singapour, les Etats-Unis et la Chine.

Les exportations d'articles d'habillement, toutes catégories agrégées, constituent le 3^{ème} poste de ventes françaises à Hong Kong pour près de 500 M EUR, Hong Kong étant le 6^{ème} débouché mondial et 1^{er} d'Asie. Hong Kong est le 5^{ème} marché mondial pour les exports de la catégorie « autres vêtements et accessoires » (186 M EUR, mais en chute de -21%), le 7^{ème} pour le prêt à porter (159 M EUR en hausse de 2%), le 8^{ème} pour les sous-vêtements (63 M EUR, +16%), le 6^{ème} pour la maille (50,5 M EUR, +10%) et le 1^{er} et 3^{ème} pour les vêtements en cuir (26,5 M EUR) et en fourrure (7 M EUR).

Les exportations de bijouterie et joaillerie se contractent de -32% (178,7 M EUR, 5^{ème} marché mondial, passé pour la 1^{ère} fois derrière la Chine), ainsi que celles de chaussures (-12% à 138 M EUR, 7^{ème} débouché mondial) et d'horlogerie (-19% à 74 M EUR, 1^{er} marché en Asie). Les ventes de bijouterie fantaisie progressent en revanche de +33% à 39 M EUR (Hong Kong se plaçant au 4^{ème} rang des clients).

Les exports de parfums et produits pour la toilette progressent de +17% à 399,5 M EUR : Hong Kong se place au 9^{ème} rang des destinations mondiales du secteur et 3^{ème} en Asie derrière la Chine (1,3 Md EUR) et Singapour (1 M EUR) au cours de ces 11 mois et les exports sont supérieurs à ceux réalisés en 2018 et 2019 (en années complètes).

Dans le secteur agroalimentaire :

- Pour les boissons : les exports de vins reculent de -3% à 394 M EUR, mais Hong Kong reste le 6^{ème} débouché mondial et 2^{ème} d'Asie après le Japon. Ceux de spiritueux chutent de -35% à 51 M EUR. Les ventes de bière progressent de 40% à 6,4 M EUR.
- Pour les produits alimentaires : les produits laitiers et fromages réalisent une bonne performance (+8,5% à 29,4 M EUR), tirés par le dynamisme des ventes en supermarché. Les trois autres principaux postes alimentaires reculent ou stagnent : viandes de volaille (-21% à 28 M EUR, mais Hong Kong demeure le 8^{ème} débouché mondial et le 1^{er} d'Asie), viandes de boucherie (24 M EUR, +2%), glaces et sorbets (15 M EUR, -7%, 7^{ème} marché mondial et 2^{ème} d'Asie après la Chine).

Parmi les autres principaux produits exportés vers Hong Kong :

- Les exportations de puces électroniques augmentent de +15% à 165 M EUR

- Les exportations de produits pharmaceutiques chutent de -21% à 93,6 M EUR.
- Avec l'annulation de nombreux événements cette année, les exportations de créations artistiques chutent de -47% à 80,4 M EUR, même si Hong Kong reste le 3^{ème} débouché après les Etats-Unis et la Suisse.

TAIWAN

Inflation : baisse de l'indice des prix à la consommation en 2020

D'après les dernières statistiques de la DGBAS, l'indice des prix à la consommation (CPI), a augmenté en décembre pour le deuxième mois consécutif, atteignant +0,06%. Sur l'ensemble de l'année 2020, les prix à la consommation, suite à une hausse importante en janvier (+1,86%), ont diminué de février à octobre (voire à -1,21% en mai), et s'établissent à -0,23% en moyenne, niveau le plus bas au cours des cinq dernières années. Cette diminution résulte principalement de la baisse du prix des commodités (-0,78%), notamment celle des « carburants et lubrifiants (*Fuels & Lubricants*) » (-17,46%), des « œufs » (-4,91%), des « eau, électricité et gaz » (-3,76%) et des « légumes » (-3,12%); et de la hausse modeste des services (+0,21%). Hors énergie, fruits et légumes (*core CPI*), il atteint 0,36%. Pour 2021, la DGBAS anticipe une hausse du CPI de +1,16%.

Commerce extérieur : le commerce de biens avec la Chine s'est sensiblement renforcé en 2020

Selon les statistiques du ministère des Finances, les exportations taïwanaises s'établissent, en 2020, à 345 Mds USD, en hausse de +4,9%, notamment vers la Chine (151,4 Mds USD, soit +14,6%, y/c Hong Kong), les Etats-Unis (50,5 Mds USD, +9,3%) et le Japon (23,4 Mds USD, +0,5%) ; mais en baisse vers l'ASEAN (53,2 Mds USD, -1,3%) et l'Europe (28,1 Mds USD, -5,4%). Les produits électroniques restent le principal secteur d'exportation de l'île qui progresse de +20,5% à 135,5 Mds USD, suivi des produits de télécommunication (+15,4%, 49,1 Mds USD). Les exportations baissent en revanche pour les produits métallurgiques (-8,4%, 25,4 Mds USD), les machines (-6,8%, 21,9 Mds USD) et les plastiques (-5,8%, 21,2 Mds USD). La Chine reste la première destination des exportations taïwanaises (43,9% du total). Les importations taïwanaises, qui représentent quant à elles 286 Mds USD, progressent légèrement de 0,3% par rapport à l'année précédente ; celles des produits électroniques (69,5 Mds USD, +16,9%) et des produits de télécommunication (20,9 Mds USD, +21,3%) progressent, mais les importations de minéraux (34,2 Mds USD, -29,5%), de machines et équipements (33,2 Mds USD, -3,1%) et de produits chimiques (26,4 Mds USD, -3,5%) diminuent. La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taïwan (22,6% du total, +10,8%), suivie du Japon (16,0%, +4,2%), de l'Europe (12,9%, +0,8%), des pays d'ASEAN (12,5%, +2,7%) et des Etats-Unis (11,4%, -6,4%). Au final, l'excédent commercial de Taïwan progresse de 35,1% et atteint 58 Mds USD. Les composants électroniques (39%) et les équipements télécoms (14%) ont représenté 53% du total des exportations taïwanaises en 2020. Cette forte spécialisation sectorielle du commerce extérieur et de l'économie taïwanaise en général, constitue la force de Taïwan mais pourrait devenir une fragilité en cas de retournement de cycle.

Natalité : Taïwan enregistre pour la première fois une diminution de sa population

Selon [les dernières statistiques](#) du ministère de l'Intérieur, en 2020, Taïwan qui compte environ 23,5 M d'habitants, a enregistré pour la première fois [une baisse de sa population](#) (-0,18% fin décembre 2020 par rapport à décembre 2019, soit une baisse de près de 42 000 habitants) en raison de la baisse continue de son taux de natalité. En 2020, les naissances ([un peu plus de](#)

[165 000 au total](#)) ont chuté de 7%. Si le nombre de décès ([un peu plus de 173 000](#)) recule légèrement (-1,78%), il dépasse désormais celui des naissances, le solde naturel devenant négatif. Par ailleurs, la fermeture des frontières impacte négativement le solde migratoire (-4459). Peu de mariages ont été enregistrés en 2020 (moins de 122 000), chiffre le plus bas depuis la crise économique de 2009.

Covid-19 : Medigen recrute des volontaires pour la phase 2 des essais cliniques de son vaccin

Le laboratoire [Medigen Biotechnology](#) a obtenu fin décembre, l'autorisation par l'administration taïwanaise de l'Alimentation et du Médicament (TFDA) de passer à la phase 2 des essais cliniques pour le développement de son vaccin MVC-COVID1901, développé en partenariat avec les instituts américains nationaux de la santé (NIH). 3 700 volontaires sont en cours de recrutement, les essais cliniques se déroulant sur trois mois [en coopération avec 11 hôpitaux](#). Le laboratoire taïwanais serait ainsi éligible aux subventions du Centre taïwanais de contrôle des maladies d'un montant de [300 M TWD](#) (8,7 M euros). Medigen, qui destine dans un premier temps [son vaccin au marché taïwanais](#), aurait déjà signé un accord avec le ministère de la Santé vietnamien pour mener des essais cliniques au Vietnam. Pour mémoire, 4 vaccins sont en cours de développement à Taïwan.

CES de Las Vegas 2021 : les start-ups taïwanaises sont bien au rendez-vous !

Cette année, [une centaine de start-ups et d'entreprises spécialisées](#), principalement dans l'AI, la 5G, les biotech et les ENR, ont exposé leurs solutions depuis le pavillon virtuel de Taiwan Tech Arena (TTA). Un long chemin a été parcouru depuis la première édition du CES de Las Vegas qui comptait une trentaine de start-ups taïwanaises. L'équipe taïwanaise serait parvenue ces trois dernières années, grâce au CES, à lever [2 Md TWD](#) (58 M EUR). En 2021, les opportunités d'affaires pourraient dépasser les 7 Md TWD (un peu plus de 200 M EUR). Selon le Ministre des Sciences et des Technologies, WU Tsung-tsong, un effort particulier a été apporté à la sélection et à la préparation des start-ups pour cet événement afin qu'elles soient plus à même d'affronter la concurrence internationale.

MONGOLIE

Accord commercial Asie-Pacifique (APTA): entrée effective de la Mongolie dans l'accord au 1^{er} janvier 2021.

[L'adhésion de la Mongolie à l'Accord commercial Asie-Pacifique](#) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021, faisant du pays le septième membre de l'organisation. La participation de la Mongolie à l'APTA permettra au pays de bénéficier de barrières tarifaires fiscales réduites sur plusieurs articles destinés à l'exportation (les pays participants bénéficiant de tarifs réduits sur 10 677 types de produits commercialisés).

L'APTA, auparavant connu sous le nom d'Accord de Bangkok, a été établi en 1975 entre l'Inde, la Corée du Sud, le Sri Lanka, le Laos et le Bangladesh dans le but de promouvoir le développement économique de ses membres grâce à l'adoption de mesures de libéralisation du commerce mutuellement avantageuses, qui contribuent à l'expansion du commerce régional et à la coopération économique.

La Mongolie a fait part de son intérêt à adhérer à l'APTA en 2009 et après plusieurs années de négociation avec les pays membres, a adopté la loi sur la ratification de l'Accord commercial Asie-Pacifique le 12 décembre 2019.

Commerce extérieur : une balance commerciale excédentaire de 2,2 Mds USD en 2020.

[Le chiffre d'affaires total du commerce extérieur](#) a atteint 12,8 Mds USD en 2020, en baisse de 876,9 MUSD (6,4%) par rapport à 2019, générant une balance commerciale excédentaire de 2,2 Mds USD en 2020, contre 1,5 Md USD en 2019.

Les exportations de biens et de matières premières ont totalisé 7,5 Mds USD, en baisse de 0,6% par rapport à l'année précédente. La Mongolie a exporté des marchandises vers 75 pays, la Chine représentant 72,5% des exportations, la Suisse 22,2% et la Royaume-Uni pour 1,1%.

Les importations de biens et de matières premières ont totalisé 5,2 Mds USD, en baisse de 833,6 MUSD (13,6%) par rapport à 2019. La Mongolie a importé des marchandises principalement de de Russie (26,4%), de Chine (35,8%), et du Japon (7,7%).

Secteur de l'énergie: la Mongolie désormais en capacité de fournir 98% de la demande totale d'énergie du pays à travers ses ressources nationales.

Conformément à un accord intergouvernemental signé entre la Mongolie et la Fédération de Russie, quatre turbogénérateurs de la centrale thermique n°4 d'Oulan-Bator ont été modernisés et connectés au système énergétique central pour un coût total de 93 MUSD. À la suite de l'expansion de la centrale thermique à charbon, la capacité installée a été augmentée de 89 MW à 789 MW, ce qui est suffisant pour fournir de l'énergie 18 000 familles supplémentaires.

Cet investissement permet à la Mongolie de [réduire considérablement ses importations d'énergie de Russie \(de 250 MW à 110 MW\) et de fournir ainsi 98% de la demande totale d'énergie en utilisant ses propres ressources nationales](#). La centrale n°4 fournit désormais à elle seule 70% des besoins en énergie de la région centrale du pays et 65% de la consommation de chaleur d'Oulan-Bator.

En décembre 2020, le gouvernement mongol a pris la décision de couvrir les coûts des services publics (factures d'électricité, de chauffage, d'eau et de déchets) des ménages et des entreprises jusqu'au 1er juillet 2021, en vue d'atténuer les impacts négatifs de la pandémie de COVID-19. L'expansion des capacités de la centrale thermique doit jouer un rôle de premier plan dans le maintien d'un approvisionnement fiable pour répondre à l'augmentation de la consommation d'électricité et de chauffage durant l'hiver.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SER de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei, Service économique d'Oulan-Bator

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PEKIN – RPC

Rédigé par : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Lianyi Xu, Pascal Millard, Dominique Grass, Li Wei, Maxime Sabourin, Odile Huang, Max Chang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, Orhan Chiali, François Lemal

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet

[S'abonner / Se désabonner](#)



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
du Trésor